mutlog

mutlog garanties

L'homme au cœur du logement

Rapport de gestion

2013

MUTUALITÉ FRANÇAISE

Rapport de gestion
Exercice 2013

Assemblée générale
12 juin 2014

MUTLOG	MUTLOG Garanties
SIREN n° 325 942 969	SIREN n° 384 253 605
Branche 20 : décès perte totale et irréversible d'autonomie	Branches 1 - 2 : invalidité - incapacité Branche 16 : perte d'emploi indemnisée

Mutuelles soumises au livre II du code de la Mutualité
75, quai de la Seine
75940 Paris cedex 19
www.mutlog.fr

Sommaire

CONSEIL D'ADMINISTRATION 5
INTRODUCTION 6

1 - LA VIE DE VOS MUTUELLES 7
L'ASSEMBLEE GENERALE 7
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION 7
LE COMITE D'AUDIT ET LES AUTRES COMITÉS 8
LES RELATIONS AVEC LA FEDERATION 9

2 - ACTIVITE DE L'EXERCICE 10
PRODUCTION DE L'EXERCICE 2013 10
ENCOURS EN GESTION AU 31 DECEMBRE 2013 10

3 - RAPPORT MUTLOG 11
LES COMPTES SOCIAUX DE MUTLOG 13

4 - RAPPORT MUTLOG GARANTIES 19
LES COMPTES SOCIAUX DE MUTLOG GARANTIES 21

5 - RAPPORT DE COMBINAISON MUTLOG ET MUTLOG GARANTIES 27
MODIFICATIONS INTERVENUES DANS LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS 27
RESULTAT NET DE L'EXERCICE 27
COMPTE DE RESULTAT DE LA COMBINAISON 28
COMPTES COMBINES DE MUTLOG ET MUTLOG GARANTIES 29
INSTRUMENTS FINANCIERS 31
AFFECTATION DE RESULTAT 34
FONDS MUTUALISTES ET RESERVES 34
CONSEIL D'ADMINISTRATION 36
FILIALES ET PARTICIPATIONS 38
LES ETATS FINANCIERS 39
L'ANNEXE AUX COMPTES 44
A - Le périmètre de combinaison 44
A - Faits caractéristiques de l'exercice 44
B - Référentiel comptable et réglementaire 45
C - Informations sur les postes de l'actif du bilan 46
D - Informations sur les postes du passif du bilan 53
E - Informations sur les engagements 58
F - Informations sur les postes du compte de résultat 60

6 - EVOLUTION PREVISIBLE EN N+1 68

7 - INFORMATIONS SUR LES COMPTES DU GIE 69

8 - INFORMATIONS SUR LES COMPTES DE LA SCI QUAI DE SEINE 74

9 - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 77

Conseil d'administration

Membres des Conseils d'Administration MUTLOG et de MUTLOG Garanties

(au 31 décembre 2013)

Président d'honneur de MUTLOG : Willy Gitler

Présidents d'honneur de MUTLOG Garanties : Frédéric Berenguer, Yves Potier
Administrateur honoraire de MUTLOG et de MUTLOG Garanties : Marcel Caballero

Bureau de MUTLOG et de MUTLOG Garanties

Président : Philippe Brunet
Premier vice-président : Jean Frébourg
Deuxième vice-président : FNMF, représentée par Christophe Ollivier
Trésorier général : Martine Vély
Trésorier général adjoint : CFE-CGC, représentée par Hervé Chiaroni
Secrétaire général : Yvon Mansion
Secrétaire général adjoint : ACMIL, représentée par Jacques Lépron

Conseil d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties

Erwan Audouit	Thierry Le Bozec	ACMIL, représentée par Jacques Lépron
Michel Bonfils	Yvon Mansion	CFDT, représentée par Dominique Boillot
Rémy Brunck	Christian Sol	CFE-CGC, représentée par Hervé Chiaroni
Philippe Brunet	Guy Sudre	CGT : en cours de désignation
Frédéric Brossier	Martine Vély	CFTC, représentée par Jean de Mathan
Jean-Marc Harmand	Jean-Yves Viau	CGT-FO, représentée par Jean-Baptiste Dolci
Jean Frébourg	François Yence	FNMF, représentée par Christophe Ollivier

Comité d'audit de MUTLOG et de MUTLOG Garanties

Rémy Brunck	Jacques Lépron	Guy Sudre
Marcel Caballero	Christian Sol	François Yence

Comité financier de MUTLOG et de MUTLOG Garanties

Philippe Brunet — Yvon Mansion — Christophe Ollivier — Martine Vély

Commissaires aux comptes titulaires :	*Commissaires aux comptes suppléants :*
Pour MUTLOG : Pascal Parant du cabinet Mazars 61 rue Henri Regnault - 92075 LA DÉFENSE Cedex Pascal Guillot du cabinet PRIMAUDIT 6 place Boulnois - 75017 PARIS	**Pour MUTLOG :** Cabinet Grant Thornton, représenté par Gilles Hengoat, 100 rue de Courcelles - 75017 PARIS Cabinet Pierre-Henri Scacchi et Associés, représenté par Serge Gruber, 8 rue Pierre Brossolette - 92300 LEVALLOIS-PERRET
Pour MUTLOG Garanties : Pascal Guillot du cabinet PRIMAUDIT 6 place Boulnois - 75017 PARIS	**Pour MUTLOG Garanties :** Cabinet Pierre-Henri Scacchi et Associés, représenté par Serge Gruber, 8 rue Pierre Brossolette - 92300 LEVALLOIS-PERRET

Expert comptable :

Dominique Gayno - SEREC AUDIT - 21 rue Leriche - 75015 PARIS

Directeur général : Hubert Dumont Saint Priest
Directeur financier : Marie-Carmen Cambon

Introduction

2013 a été marquée par un nouveau recul des mises en chantier (378 561 en 2011, 346 500 en 2012, 331 000 en 2013) et des permis de construire (- 12,6 % par rapport à 2012. Elle a, par contre, vu un redémarrage de la distribution de prêts immobiliers (+ 29,7 %), contrastant avec l'évolution observée en 2012 (- 26,4 %).

Ce même exercice a été marqué par l'examen, voire l'adoption de plusieurs projets de lois qui touchent au logement et à sa sécurisation.
La loi de séparation et de régulation des activités bancaires (26 juillet 2013, publiée au *Journal officiel* du 27 juillet 2013) prévoit, entre autres, des mesures pour renforcer la concurrence en matière d'assurance emprunteur pour un meilleur choix à un meilleur coût.

Le Parlement a également été saisi de deux projets de loi, encore en discussion à la fin de 2013 :

- L'un est relatif à l'accès au logement et un urbanisme rénové (Alur) ; il comprend notamment un volet de sécurisation des loyers (une Garantie Universelle des Loyers devant être mise en œuvre à côté de la GLI, Garantie de Loyers Impayés).
- L'autre intéresse la consommation et concerne directement le cœur de métier de vos mutuelles, puisqu'il prévoit pour le "consommateur", l'emprunteur, la possibilité de changer l'assurance de son prêt immobilier durant une période d'un an après la signature du prêt, s'il considère qu'une offre concurrente présentant les mêmes garanties s'avère plus avantageuse.

Pour vos mutuelles, 2013 est remarquable à plus d'un titre.

- Elles ont d'abord poursuivi leurs efforts vers une gouvernance toujours plus efficace et responsable. Créé en 2007, le comité d'audit a poursuivi sa mission, sous l'égide des conseils d'administration. Ces derniers ont voulu s'investir davantage encore dans la définition de la stratégie de l'entreprise et le contrôle de sa mise en œuvre. Ainsi ont-ils instauré un comité produits - tarifications, un comité financier, un comité des rémunérations.
- Soucieux de développer l'offre mutualiste d'une assurance emprunteur de qualité et de la promouvoir auprès des différents acteurs du logement, les administrateurs ont installé une commission d'étude et de réflexion, dont la mission est d'abord prospective.
- Attentifs à la parfaite préparation de MUTLOG et de MUTLOG Garanties au prochain passage à Solvabilité 2, ils se sont dotés d'un administrateur référent, particulièrement au fait de cette règlementation.

Au chapitre du développement, un accord de partenariat a été conclu avec un acteur majeur de l'économie sociale. Il est d'ores et déjà en cours d'application.

Mais j'aurais dû commencer mon propos en rendant hommage à François Yence, qui a présidé nos mutuelles de 2001 à 2013. Son engagement en faveur de nos entreprises a été aussi exemplaire qu'efficace.
Qu'il me soit permis de lui dédier ce rapport de gestion.

Le Président
Philippe Brunet

1 - La vie de vos mutuelles

L'assemblée générale

Les délégués de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont été convoqués en assemblée générale le 12 juin 2013.

Le conseil d'administration a adopté, au bénéfice des délégués, un plan de formation sur l'assurance emprunteur (par exemple : veille concurrentielle, "loi Lagarde", devoir de conseil et d'information, obligation de mise en garde, etc.) et sur les grands principes de la gouvernance des mutuelles.

Il a également décidé, en sa séance du 18 décembre 2013, la tenue d'élections visant au renouvellement des délégués à fin 2014.

Le conseil d'administration

Les conseils d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont déploré la disparition de Bernard Faggiolo, représentant la CGT, qui siégeait en leur sein depuis 2003. Bernard Faggiolo était trésorier général des 2 mutuelles depuis mars 2003. Ce même mois de juin 2013 a vu le décès de Jean-Pierre Andréi, administrateur de MUTLOG de 1990 à 1994.

Les conseils d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont pris acte de la désignation par la CGT-FO, membre honoraire, de Jean-Baptiste Dolci pour la représenter, en remplacement de Bernard Loth, pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'à l'assemblée générale de 2017 statuant sur les comptes de l'exercice 2016.

Son contrat d'assurance ayant expiré, Armand Gihan a démissionné de son mandat d'administrateur, les conseils d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont coopté Jean-Yves Viau pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'à l'assemblée générale de 2017 statuant sur les comptes de l'exercice 2016.

Les conseils d'administration ont été réunis 6 fois. Le taux de présence des administrateurs aux réunions a été de 76,03 % (80,95 % en 2012 ; 67 % en 2011). Les bureaux de vos mutuelles se sont réunis 4 fois.

Lors de leur réunion du 27 juin 2013, les administrateurs de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont renouvelé leur bureau, pour un mandat de 3 ans :
- Président : Philippe Brunet
- 1er vice-président : Jean Frébourg
- 2ème vice-président : FNMF, représentée par Christophe Ollivier
- Trésorier général : Martine Vély
- Trésorier général adjoint : CFE-CGC, représentée par Hervé Chiaroni
- Secrétaire général : Yvon Mansion
- Secrétaire général adjoint : ACMIL, représentée par Jacques Lépron

Les délégations de pouvoir ont été renouvelées en fonction de la nouvelle composition des bureaux de MUTLOG et de MUTLOG Garanties.

Les administrateurs ont adopté
- le rapport de solvabilité
- l'état C6bis
- le cadre de référence de la politique de placements 2014.

Ils ont désigné 2 correspondants TRACFIN suppléants.

Les administrateurs ont été régulièrement informés des évolutions législatives et réglementaires intéressant les mutuelles. Des membres du bureau participent régulièrement aux conférences de l'ACPR et de MUTRé.

L'information des administrateurs a été poursuivie tout au long de l'année, à travers une revue de presse (sur les thèmes du logement, du crédit et de l'assurance emprunteur, de la mutualité, de la dépendance, de la gouvernance et du contrôle, de solvabilité 2, de la jurisprudence, etc.) et la diffusion de documents. Ainsi ont-ils été notamment destinataires de :

- "Rapport sur le statut de la mutualité européenne" rapport de Luigi Berlinguer au Parlement européen - mars 2013
- "Contribution du Groupe SOLENDI à la colocation" - mars 2013
- "Les copropriétés très dégradées" rapport du sénateur Claude Dilain - juin 2013
- "La résiliation en assurance emprunteur" cabinet BAO - juin 2013
- "La garantie des risques locatifs est-elle légitime au travers d'un dispositif assurantiel" Stéphane Grandchamp - juin 2013
- "Les crédits à l'habitat" étude de la Banque de France - 2ème trimestre 2013
- "Note du cabinet Coe Rexecode sur la hausse des prix de l'immobilier - juin 2013
- "Quelle France dans dix ans ?" Commissariat général à la stratégie et à la prospective - août 2013
- "La garantie universelle des loyers" article du *Nouvel Observateur* - 21 novembre 2013.

Les administrateurs sont couverts par un contrat d'assurance "responsabilité des administrateurs et des dirigeants de mutuelles". Les délégués mutualistes bénéficient d'une assurance dans le cadre de l'exercice de leur mandat.

Le comité d'audit

Créé en 2007, le comité d'audit compte 7 membres, élus pour 3 ans. Il s'est réuni 6 fois au cours de l'exercice. La présidence du comité d'audit a été confiée à François Yence qui, régulièrement, présente un rapport sur son activité au conseil d'administration.

	Travaux du comité d'audit
7/03/2013	• Préparation planning des travaux 2013 • Examen du rapport de contrôle interne
7/04/2013	• Présentation des comptes, annexes et résultats • Audition des commissaires aux comptes dans le cadre de l'arrêté des comptes 2012 • Les différentes provisions • Faits marquants de l'exercice
21/05/2013	• Contrôle de la tenue des registres • Rapport sur les actions de solidarité • Autres procédures de contrôles : TRACFIN
22/10/2013	• Examen des procédures sur la fausse déclaration • Procédures TRACFIN • Application des décisions des conseils d'administration
27/11/2013	• Présentation de la mission des commissaires aux comptes pour les comptes 2013 (avec la présence des commissaires aux comptes)
17/12/2013	• Suivi des décisions des conseils d'administration et leur mise en œuvre • Travaux du comité et planning pour l' exercice 2014

Comité financier

Le conseil d'administration du 20 mars 2013 a décidé la création d'un comité financier, dont la mission est le choix d'un gestionnaire de ces actifs puis l'étude de la gestion des actifs. En font partie Martine Vély, Philippe Brunet, Yvon Mansion et Christophe Ollivier. Sa présidence est assurée par Martine Vély.

Comité produits - tarification

Le conseil d'administration du 23 octobre 2013 a décidé la création d'un comité produits - tarification. Son objet est de constituer un lieu d'échange et de travail sur l'élaboration de nouveaux produits. Assisté par les collaborateurs de la mutuelle, il est composé d'administrateurs particulièrement au fait des questions d'assurance et de crédit, comme proches d'associations de consommateurs. il est ainsi constitué : Frédéric Brossier, Jean-Baptiste Dolci, Jean-Marc Harmand, Thierry Le Bozec (animateur).

Commission d'étude et de réflexion Banques, économie sociale et solidaire, microcrédit, associations de consommateurs

Considérant que la mutuelle a su passer la crise grâce à une production singulièrement apportée par les courtiers en financement approchés par la direction du développement,

que le partenariat avec le Crédit Coopératif a été réaffirmé, que celui qui vient d'être signé avec MATMUT est porteur d'espérance, le conseil d'administration a estimé nécessaire de poursuivre dans cette voie d'exploitation de nombreuses sources.

A cette fin, il a décidé de confier une mission particulière d'une année, dévolue à un administrateur - Jean Frébourg - en vue d'animer un groupe de plusieurs administrateurs (membres permanents : Hervé Chiaroni, Jean-Baptiste Dolci, Frédéric Brossier ; selon les sujets abordés : Erwan Audouit et Jean-Marc Harmand), avec le concours de l'équipe administrative.

Comité des rémunérations

Il a été créé un comité des rémunérations, constitué du président de la mutuelle, Philippe Brunet, du 1er vice-président, Jean Frébourg, et du trésorier général, Martine Vély.

Désignation d'un administrateur référent sur Solvabilité II

Le conseil d'administration du 23 octobre 2013 a désigné Christophe Ollivier comme administrateur référent sur le dossier solvabilité II. Il lui appartient d'intervenir devant le conseil d'administration ou le bureau chaque fois que le président ou lui-même le juge nécessaire, en fonction de l'évolution du dossier.

Les relations avec la Fédération

MUTLOG et MUTLOG Garanties ont renouvelé leur adhésion à la FNMF, à MUTRé Union, à l'UNPMF et à l'Union du Système Fédéral de Garanties.

Le partenariat avec MUTRé SA est toujours très actif. MUTRé SA est étroitement associé à la préparation de la tarification proposée par MUTLOG aux différentes entreprises avec lesquelles elle contracte un partenariat.

François Yence participe aux travaux du CMPR (Conseil Mutuelles Prévoyance Retraite).

Hubert Dumont Saint Priest siège au conseil d'administration de MUTRé Union et, avec Marie-Carmen Cambon, dans différents groupes de travail du CMPR.

Jacques Decker participe au groupe de travail sur les questions européennes ainsi qu'au groupe de travail "partenariats" lancé par la FNMF pour la mise en forme d'un projet stratégique.

MUTLOG a participé à plusieurs manifestations et conforté sa politique de relations avec des tierces institutions

Vos mutuelles ont participé aux différents groupes de travail, cercles et journées proposés par la Mutualité Française et par MUTRé, comme le Cercle Finance et Mutualité ou le groupe Europe et Mutualité.

Toujours au chapitre des relations avec des tierces institutions, le conseil d'administration de MUTLOG a décidé le renouvellement de l'adhésion de la mutuelle à l'ADOM (Association des Directeurs d'Organismes de Mutualité) au CJDES (Centre des Jeunes Dirigeants de l'Economie Sociale), à l'UNIOPSS (Union Nationale Interfédérale des Œuvres et Organismes Privés Sanitaires et Sociaux), au CIRIEC (Centre International de Recherche et d'Information sur l'Economie Publique, Sociale et Coopérative), à TEDIS (Territoire et Dialogue social) et à ICOSI (Institut de Coopération Sociale International), ainsi qu'à l'AEPL (Associations des Entreprises pour le Logement) et à l'UNPI (Union nationale de la Propriété Immobilière), à l'association LUPUS+, à l'association HTAP (Association des Malades souffrant d'Hypertension Artérielle Pulmonaire), à l'OCIRP (Organisme Commun des Institutions de Rente et de Prévoyance) et au Cercle Europe et Economie Sociale. Comme chaque année, ces adhésions sont soumises à la ratification de l'assemblée générale.

L'organisation interne

Le nouveau système d'information a été opérationnel en janvier 2012. Il fait depuis l'objet d'un suivi régulier.

2 - Activité de l'exercice

2.1 Production de l'exercice 2013

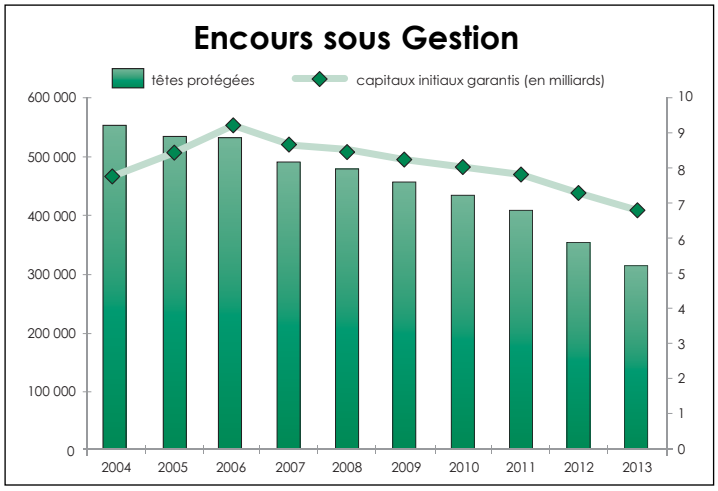
L'activité de l'exercice est caractérisée par les nouvelles souscriptions.

La production de l'exercice représente 11 044 dossiers en souscriptions (contre 11 821 dossiers en 2012, 18 847 dossiers en 2011, 28 068 dossiers en 2010) pour 458,9 millions d'euros de capitaux initiaux (contre 405,2 millions en 2012, 563 millions en 2011, 577 millions en 2010).

2.2 Encours en gestion au 31 décembre 2013 :

L'encours en gestion représente :

	2013	2012	2011
Décès - Perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA)			
têtes protégées	316 220	355 219	408 227
capitaux initiaux (milliards d'euros)	6,85	7,32	7,88
Incapacité			
têtes protégées	205 118	233 021	271 111
capitaux initiaux (milliards d'euros)	4,64	4,96	5,28
Chômage			
têtes protégées	53 260	63 192	77 739
capitaux initiaux (milliards d'euros)	0,81	0,91	1,05



Au regard des différentes périodes de souscription, au 31 décembre, le segment des prêts bancaires représentent plus de 80 % des encours placés sous gestion.

Les appels de cotisations émis au cours de l'exercice s'élèvent à **20,50 millions d'euros** sur l'ensemble des branches d'activité.

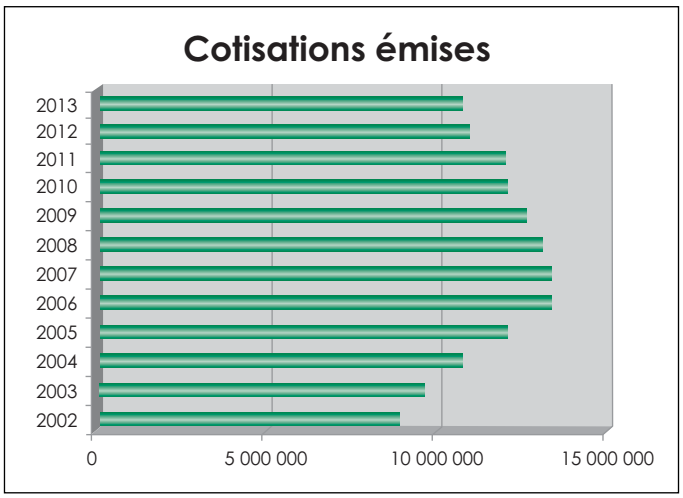
	2013	2012	2011
Cotisations émises (en millions d'euros)			
Décès - perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA)	10,76	10,88	12,65
Incapacité	8,02	8,68	9,26
Chômage	1,72	1,99	2,26
	20,50	**21,55**	**24,14**

3 - Rapport MUTLOG

MUTLOG est constituée des souscriptions en garantie décès des emprunteurs.

L'encours de fin d'exercice représente 316 220 adhérents pour l'équivalent de 6,85 milliards d'euros de capitaux d'origine.

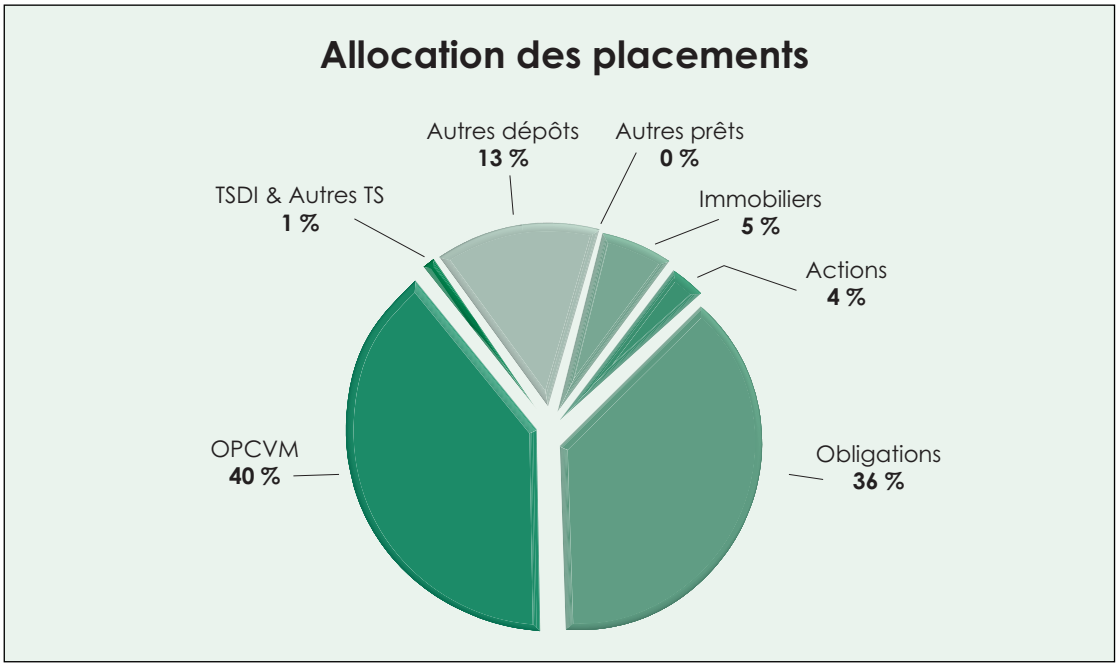
Les cotisations émises sont de 10,76 millions d'euros au cours de l'exercice, l'évolution au cours des dernières années est :



Les engagements et la sécurité des engagements sont constitués à l'actif d'un portefeuille de valeurs mobilières de placements de 48,251 millions d'euros.

L'allocation d'actif est constituée de :

	Valeur brute inscrite au bilan	Valeur nette au 31/12/2013	Valeur de réalisation au 31/12/2013
- I - Placements (détail des postes A2 et A3 de l'Actif)			
Total 1 - Placements immobiliers et placements immobiliers en cours	2 918 677,75	2 602 537,16	3 410 354,45
Total 2 - Actions et autres titres à revenus variables autres que les parts d'OPCVM	1 856 669,39	1 567 229,47	2 081 207,21
Total 3 - Parts d'OPCVM autres que celles visées au point 4	19 967 388,04	19 825 134,86	19 959 685,67
Total 4 - Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenus fixes	-	-	-
Total 5 - Obligations et autres titres à revenus fixes	17 922 705,40	17 922 705,40	19 154 043,75
Total 6 - Prêts hypothécaires	-	-	-
Total 7 - Autres prêts et effets assimilés	33 532,39	33 532,39	33 532,39
Total 8 - Dépôts auprès des cédantes	-	-	-
Total 9 - Dépôts (autres que le 8) et cautionnement en espèces	6 300 000,00	6 300 000,00	6 300 000,00
Total 10 - Actifs représentatifs des opérations en UC	-	-	-
Total des lignes 1 à 10	**48 998 972,97**	**48 251 139,28**	**50 938 823,47**



Conformément à l'état ministériel, la représentation des engagements réglementés se décompose comme suit :

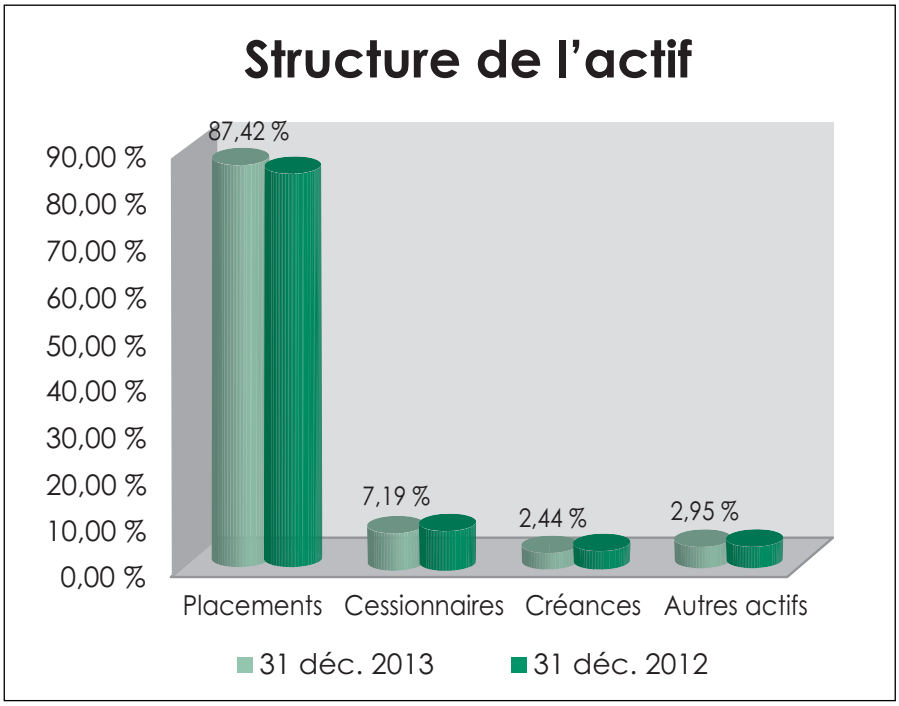
	2013	2012	2011
Provision d'assurance vie	2 115 524	2 180 598	2 281 961
Provisions pour sinistres à payer	4 159 947	4 253 290	5 685 378
Provision pour participation aux excédents	7 024 170	7 024 170	6 151 095
Provision pour égalisation	-	-	-
Provision pour risque d'exigibilité des engagements techniques	-	-	117 959
Réserve de capitalisation	45 443	45 443	45 443
Dettes privilégiées	18 530	168 777	173 275
Total des passifs réglementés (A)	**13 363 614**	**13 672 277**	**14 455 112**

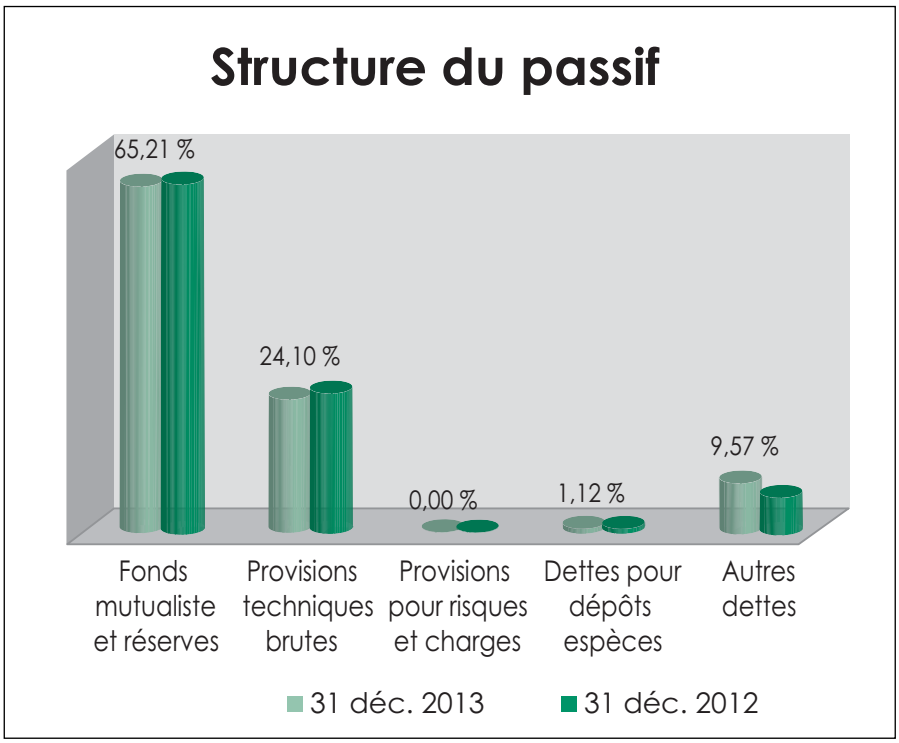
	2013	2012	2011
Base de la dispersion visée à l'article R.212-32 (A-B)	13 363 614	13 672 277	14 455 112
Valeurs couvrant les engagements pris dans le cadre d'opérations relevant de la branche 25 de l'article R.211-2	-	-	-
Autres placements mentionnés du 1° au 17° de l'article R.212-31	45 648 602	43 059 210	39 498 968
Dépôts mentionnés au 18° de l'article R 212-31			
Intérêts courus des placements mentionnés à l'article R 212-31	527 547	423 442	414 078
Créances garanties sur les réassureurs mentionnées à l'article R 212-35	3 556 924	4 759 473	4 897 286
Total des placements et actifs assimilés	**49 733 074**	**48 242 124**	**44 810 332**

En conséquence, le ratio de couverture des **placements et actifs assimilés rapportés aux passifs réglementés** est de :

	2013	2012	2011
Ratio des placements et actifs assimilés	3,72	3,53	3,10

Les comptes sociaux de MUTLOG





Bilan des comptes sociaux de MUTLOG - SIREN 325.942.969

ACTIF (en euros)	31 déc. 2013	31 déc. 2012
A1 - Actifs incorporels	**36,00**	**36,00**
A2 - Placements (A2a + A2b + A2c + A2d)	**48 251 139,28**	**45 682 554,52**
A2a - Terrains et constructions	2 602 537,16	2 623 344,95
A2b - Placements dans les entreprises liées et dans des entreprises avec un lien de participation	-	-
A2c - Autres placements	45 648 602,12	43 059 209,57
A2d - Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes	-	-
A3 - Placements représentant les prov. techn. afférentes aux op. en UC	**-**	**-**
A4 - Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques	**3 969 843,00**	**4 281 222,41**
A4a - Provisions pour cotisations non acquises (Non-Vie)	-	-
A4b - Provisions d'assurance Vie	754 360,27	815 597,89
A4c - Provisions pour prestations à payer (Vie)	3 215 482,73	3 465 624,52
A4d - Provisions pour prestations à payer (Non-Vie)	-	-
A4e - Provisions pour participation aux excédents et ristournes (Vie)	-	-
A4f - Provisions pour participation aux excédents et ristournes (Non-Vie)	-	-
A4g - Provisions pour égalisation (Vie)	-	-
A4h - Provisions pour égalisation (Non-Vie)	-	-
A4i - Autres provisions techniques (Vie)	-	-
A4j - Autres provisions techniques (Non-Vie)	-	-
A4k - Provisions techniques des opérations en unités de comptes	-	-
A5 - Part des garants dans les engagements techniques donnés en substitution	**-**	**-**
A6 - Créances (A6a + A6b + A6c)	**1 344 748,84**	**1 570 285,03**
A6a - Créances nées d'opérations directes et de prises en substitution	1 337 346,35	1 490 485,16
A6aa - Cotisations restant à émettre	1 034 637,71	1 152 462,25
A6ab - Autres créances nées d'opérations directes et de prises en substitution	302 708,64	338 022,91
A6b - Créances nées d'opérations de réassurance et de cessions en substitution	-	-
A6c - Autres créances (A6ca + A6cb + A6cc)	7 402,49	79 799,87
A6ca - Personnel	-	-
A6cb - Etat, organismes sociaux, collectivités publiques	7 402,49	-
A6cd - Débiteurs divers	-	79 799,87
A7 - Autres actifs (A7a + A7b)	**1 007 058,70**	**1 409 388,05**
A7a - Actifs corporels d'exploitation	632 633,46	820 100,53
A7b - Avoirs en banque - CCP - Caisse	374 425,24	589 287,52
A8 - Comptes de régularisation - Actif (A8a + A8b + A8c + A8d)	**623 540,01**	**497 623,76**
A8a - Intérêts et loyers acquis non échus	527 547,08	423 441,87
A8b - Frais d'acquisition reportés (Vie)	-	-
A8c - Frais d'acquisition reportés (Non-Vie)	-	-
A8d - Autres comptes de régularisation	95 992,93	74 181,89
A9 - Différences de conversion	**-**	**-**
Total de l'Actif (A1 + A2 + A3 + A4 + A5 + A6 + A7 + A8 + A9)	**55 196 365,83**	**53 441 109,77**

PASSIF (en euros)	31 déc. 2013	31 déc. 2012
B1 - Fonds mutualistes et réserves (B1.1 + B1.2)	**35 993 915,55**	**35 026 773,81**
B1.1 - Fonds propres (B1a + B1b + B1c + B1d + B1e)	35 993 915,55	35 026 773,81
B1a - Fonds de dotation sans droit de reprise	6 500 000,00	6 500 000,00
B1b - Ecart de réévaluation	-	-
B1c - Réserves	28 526 773,81	27 138 475,77
B1d - Report à nouveau	-	-
B1e - Résultat de l'exercice	967 141,74	1 388 298,04
B1.2. - Autres Fonds Mutualistes (B1f + B1g)	-	-
Total B1f - Fonds de dotation avec droit de reprise	-	-
Total B1g - Subventions nettes	-	-
B2 - Passif subordonné	**-**	**-**
B3 - Provisions techniques brutes	**13 299 640,64**	**13 458 058,04**
B3a - Provisions pour cotisations non acquises (non Vie)	-	-
B3b - Provisions d'assurance vie	2 115 523,93	2 180 597,98
B3c - Provisions pour prestations à payer (Vie)	4 159 946,69	4 253 290,04
B3d - Provisions pour prestations à payer (non Vie)	-	-
B3e - Provision pour participation aux excédents et ristournes (Vie)	7 024 170,02	7 024 170,02
B3f - Provision pour participation aux excédents et ristournes (non Vie)	-	-
B3g - Provisions pour égalisation (Vie)	-	-
B3h - Provisions pour égalisation (non Vie)	-	-
B3i - Autres provisions techniques (Vie)	-	-
B3j - Autres provisions techniques (non Vie)	-	-
B4 - Provisions techniques des opérations en unités de compte	**-**	**-**
B5 - Engagements techniques sur opérations données en substitution	**-**	**-**
B6 - Provisions pour risques et charges	**-**	
B7 - Fonds dédiés	**-**	**-**
B8 - Dettes pour dépôts espèces reçus des cessionnaires	**620 360,27**	**724 297,89**
B9 - Autres dettes (B9a + B9b + B9c + B9d)	**5 177 039,56**	**4 136 065,10**
B9a - Dettes nées d'opérations directes et prises de substitution	1 627 755,54	1 412 256,25
B9b - Dettes nées d'opérations de réassurance et de cessions en substitution	2 631 592,00	1 695 090,14
B9c - Dettes envers les établissements de crédit	-	-
B9d - Autres dettes (B9da + B9db + B9dc + B9dd)	917 692,02	1 028 718,71
B9da - Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus	-	46 437,50
B9db - Personnel	-	-
B9dc - Etat, organismes sociaux, collectivités publiques	18 530,10	168 776,52
B9dd - Créditeurs divers	899 161,92	813 504,69
B10 - Comptes de régularisation - passif	**105 409,81**	**95 914,93**
B11 - Différence de conversion	**-**	**-**
Total du passif (B1 + B2 + B3 + B4 + B5 + B6 + B7 + B8 + B9 +B10 + B11)	**55 196 365,83**	**53 441 109,77**

Engagements donnés au GIE de moyens le "GIE GROUPE ACMIL" :
Responsabilité indéfinie et solidaire

Le résultat excédentaire de l'exercice de 967 142 euros se répartit entre :

	2013	2012	2011
Résultat technique net de cession et hors produits financiers	-108 071	346 321	38 629
Résultat sur les opérations financières	1 306 874	1 340 925	954 924
Résultat sur les opérations non techniques et IS	-231 661	-298 948	-122 520
Résultat de l'exercice	**967 142**	**1 388 298**	**871 033**

Le résultat fiscal

En application de l'article 65 de la loi de finance rectificative pour 2011, l'entrée en fiscalité de droit commun est à effet du 1er janvier 2012.

Le calcul du résultat net comptable fait l'objet de retraitements extra-comptables :

- Ecarts de réévaluations extra-comptables dus aux retraitements de certains éléments d'actif et de passif inscrits en franchise d'impôts au bilan d'ouverture du 1er janvier
- Réintégrations extra-comptables
- Déductions extra-comptables

	31/12/2013	31/12/2012
Résultat net comptable	**967 141,74**	**1 388 298,04**
Ecart de valorisation extra comptable	-44 268,13	-234 660,54
Réintégrations extra-comptables	317 198,71	149 978,04
Réductions extra-comptables	-15 239,07	-117 959,25
Résultat fiscal	**1 224 833,25**	**1 185 656,29**

En application de l'article 88 de la loi de finance rectificative pour 2006 modifié en 2011 :

- le résultat fiscal est réduit pour l'exercice 2013 de 40 % pour le calcul de l'impôt, la base d'imposition est égale à 60 %.
- la quote-part admise en déduction fiscale pour la constitution d'un compte de "réserve spéciale de solvabilité" est traitée en un mouvement extra-comptable sur le tableau de la liasse fiscale (2058) qui permet la détermination du résultat fiscal.

Le chiffre d'affaire s'élève à 6 254 339 euros. Il est inférieur à 7 630 000 euros, ce qui permet l'application du taux réduit de 15 % sur une quote-part de résultat.

L'impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les sociétés est calculé :

- au taux réduit de 15 % sur la fraction du résultat imposable de 38 120 euros.
- au taux de 33 1/3 % sur le solde du résultat imposable dépassant le premier seuil.

	31/12/2013	31/12/2012
Résultat fiscal	**1 224 833,25**	**1 185 656,29**
Mouvement extra comptable de la réserve de solvabilité	489 933,30	711 393,77
Résultat soumis à l'IS	734 899,95	474 262,52
IS au taux réduit de 15 %	5 718,00	2 287,20
IS au taux de 33,33 %	232 236,76	152 989,54
Montant de l'impôt	**237 954,76**	**155 276,74**
CICE (ligne 17)	-14 827,08	
Montant de l'IS à payer	223 127,68	

Comptes de résultat technique de MUTLOG - branche vie
SIREN 325.942.969

	Période du 01/01/2013 au 31/12/2013				2012
	Opérations brutes totales (A)	Opérations données en substitution (B)	Cessions et rétrocessions (C)	Opérations nettes (A - B - C)	Opérations nettes
E1 - Cotisations	**10 766 204,38**	**-**	**6 719 560,71**	**4 046 643,67**	**3 999 706,93**
E2 - Produits des placements (E2a + E2b + E2c)	**1 620 800,93**	**-**	**-**	**1 620 800,93**	**1 488 303,75**
E2a - Revenus des placements	910 631,90	-	-	910 631,90	929 118,56
E2b - Autres produits des placements	300 503,55	-	-	300 503,55	127 797,31
E2c - Produits provenant de la réalisation des placements	409 665,48	-	-	409 665,48	431 387,88
E3 - Ajustements ACAV (plus values)	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
E4 - Autres produits techniques	**11 082,69**	**-**	**-**	**11 082,69**	**15 402,77**
E5 - Charge des prestations (E5a + E5b)	**-5 442 493,63**	**-**	**-3 885 607,26**	**-1 556 886,37**	**-819 967,91**
E5a - Prestations et frais payés	-5 535 836,98	-	-4 135 749,05	-1 400 087,93	-1 188 831,74
E5b - Charge des provisions pour prestations à payer	93 343,35	-	250 141,79	-156 798,44	368 863,83
E6 - Charge des provisions d'assurance vie et autres provisions techniques (E6a + E6b + E6c + E6d)	**73 439,87**	**-**	**61 237,62**	**12 202,25**	**126 198,40**
E6a - Provisions d'assurance vie	73 439,87	-	61 237,62	12 202,25	8 239,15
E6b - Provisions pour opérations en unités de compte	-	-	-	-	-
E6c - Provision pour égalisation	-	-	-	-	-
E6d - Autres provisions techniques	-	-	-	-	117 959,25
E7 - Participation aux résultats	**-8 365,82**	**-**	**-110 857,48**	**102 491,66**	**-686 712,33**
E8 - Frais d'acquisition et d'administration (E8a + E8b - E8c)	**-3 334 637,27**	**-**	**-627 675,13**	**-2 706 962,14**	**-2 272 920,19**
E8a - Frais d'acquisition	-1 653 143,25	-	-	-1 653 143,25	-1 410 601,76
E8b - Frais d'administration	-1 681 494,02	-	-	-1 681 494,02	-1 474 876,56
E8c - Commissions reçues des réassureurs et des garants en substitution	-	-	-627 675,13	627 675,13	612 558,13
E9 - Charges des placements (E9a + E9b + E9c)	**-313 927,24**	**-**	**-**	**-313 927,24**	**-147 379,03**
E9a - Frais de gestion interne et externe des placements et intérêts	-109 596,19	-	-	-109 596,19	-71 267,04
E9b - Autres charges des placements	-132 190,35	-	-	-132 190,35	-73 249,99
E9c - Pertes provenant de la réalisation des placements	-72 140,70	-	-	-72 140,70	-2 862,00
E10 - Ajustements ACAV (moins-values)	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
E11 - Autres charges techniques	**-16 642,92**	**-**	**-**	**-16 642,92**	**-15 385,83**
E12 - Produits des placements transférés au compte non-technique	**-1 036 485,51**	**-**	**-**	**-1 036 485,51**	**-1 062 144,47**
Résultat technique des opérations Vie (E1 + E2 + E3 + E4 - E5 - E6 - E7 - E8 - E9 - E10 - E11 - E12)	**2 318 975,48**	**-**	**2 156 658,46**	**162 317,02**	**625 102,09**

Comptes de résultat non technique de MUTLOG branche vie - SIREN 325.942.969

	2013	2012
F1 - Résultat technique des opérations Non-Vie	-	-
F2 - Résultat technique des opérations Vie	162 317,02	625 102,09
F3 - Produits des placements (F3a + F3b + F3c)	-	-
F3a - Revenus des placements	-	-
F3b - Autres produits des placements	-	-
F3c - Profits provenant de la réalisation des placements	-	-
F4 - Produits des placements alloués du compte technique vie	1 036 485,51	1 062 144,47
F5 - Charges des placements (F5a + F5b + F5c)	-	-
F5a - Frais de gestion interne et externe des placements et des frais financiers	-	-
F5b - Autres charges des placements	-	-
F5c - Pertes provenant de la réalisation des placements	-	-
F6 - Produit des placements transférés au compte technique non-vie	-	-
F7 - Autres produits non techniques	-	-
F8 - Autres charges non techniques (F8a + F8b)	-1 574,80	-2 755,90
F8a - Charges à caractère social	-	-
F8b - Autres charges non techniques	-1 574,80	-2 755,90
F9 - Résultat exceptionnel (F9a - F9b)	2 761,77	-140 915,88
F9a - Produits exceptionnels	3 090,02	41 168,00
F9b - Charges exceptionnelles	-328,25	-182 083,88
F10 - Impôts sur le résultat	-232 847,76	-155 276,74
F11 - Solde intermédiaire (F1 + F2 + F3 + F4 - F5 - F6 + F7 - F8 + F9 - F10)	967 141,74	1 388 298,04
F12 - Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	-	-
F13 - Engagements à réaliser sur ressources affectées	-	-
F14 - Résultat de l'exercice (F11 + F12 - F13)	967 141,74	1 388 298,04

La marge de solvabilité :	2013	2012	2011
Marge requise sur les provisions mathématiques	71 928	74 140	77 587
Marge requise sur les capitaux sous risque	3 952 580	4 430 215	5 024 288
Total des 2 résultats = Exigence minimale de MS	4 024 508	4 504 355	5 101 874

La marge de solvabilité (MS) est constituée de :	2013	2012	2011
Fonds d'établissement	6 500 000	6 500 000	6 500 000
Réserves réglementaires ou libres ne correspondant pas aux engagements, y inclus la réserve de capitalisation	29 493 880	28 526 738	27 138 429
Total de la marge constituée	35 993 880	35 026 738	33 638 440
Ratio de Marge	8,94	7,78	6,59

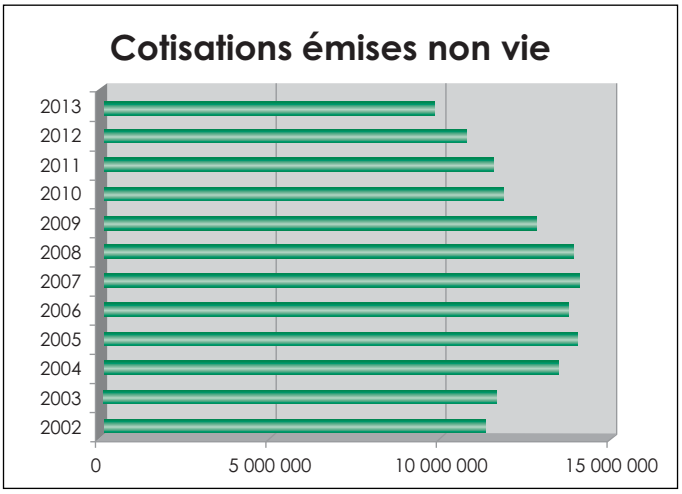
Le ratio MS / MSM est supérieur de plus de 8,5 fois à la marge minimale requise.
Le ratio de marge est d'un niveau jugé suffisant, sachant que les fonds propres de MUTLOG sont constitués sans avoir recours aux emprunts subordonnés.

4 - Rapport MUTLOG Garanties

MUTLOG GARANTIES est constituée des souscriptions en garanties incapacité, invalidité et perte d'emploi indemnisée des emprunteurs.
L'encours de fin d'exercice représente :

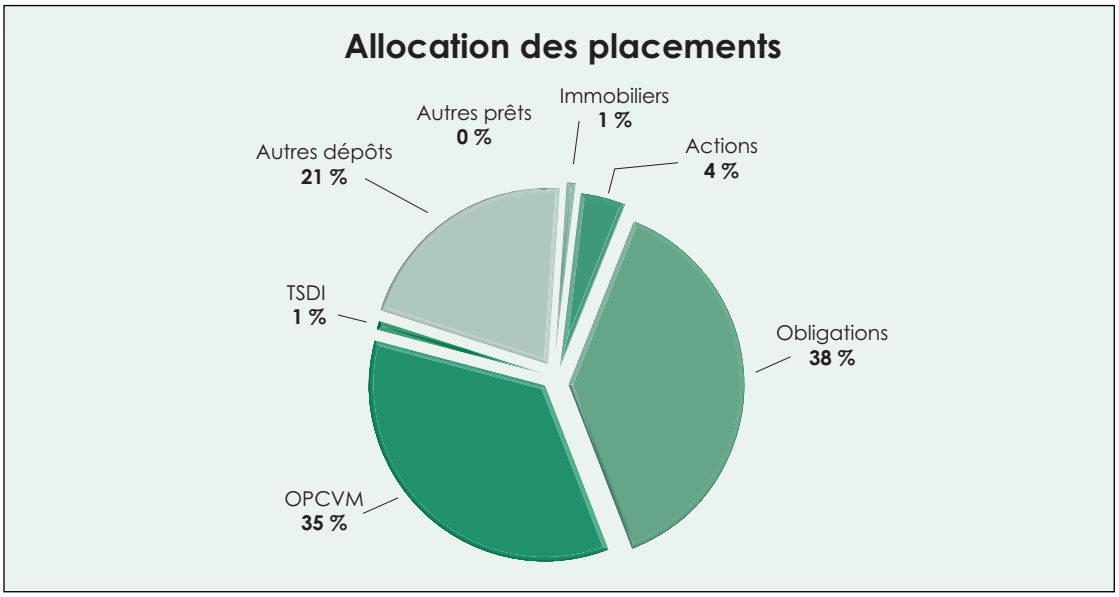
- en garantie incapacité : 205 118 adhérents pour l'équivalent de 4,64 milliards d'euros de capitaux d'origine.
- en garantie perte d'emploi : 53 260 adhérents pour l'équivalent de 0,81 milliard d'euros de capitaux d'origine.

Les cotisations émises sur l'ensemble de ces garanties sont de 9,74 millions d'euros au cours de l'exercice. L'évolution au cours des dernières années est :



Les garanties non vie induisent d'importantes provisions techniques, ainsi que des fonds propres dont la contrepartie est constituée à l'actif par la part des réassureurs dans les provisions techniques pour 20,944 millions d'euros et des valeurs mobilières de placements de 43,890 millions d'euros

	Valeur brute inscrite au bilan	Valeur nette au 31/12/2013	Valeur de réalisation au 31/12/2013
- I - Placements (détail des postes A2 et A3 de l'Actif)			
Total 1 - Placements immobiliers et placements immobiliers en cours	331 589,00	331 589,00	500 354,00
Total 2 - Actions et autres titres à revenus variables autres que les parts d'OPCVM	1 882 993,77	1 598 525,22	2 234 266,00
Total 3 - Parts d'OPCVM autres que celles visées au point 4	15 785 371,99	15 745 322,12	15 814 610,00
Total 4 - Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenus fixes	-	-	-
Total 5 - Obligations et autres titres à revenus fixes	19 914 100,33	19 914 100,33	21 082 147,00
Total 6 - Prêts hypothécaires	-	-	-
Total 7 - Autres prêts et effets assimilés	557,20	557,20	557,00
Total 8 - Dépôts auprès des cédantes	-	-	-
Total 9 - Dépôts (autres que le 8) et cautionnement en espèces	6 300 000,00	6 300 000,00	6 300 000,00
Total 10 - Actifs représentatifs des opérations en UC	-	-	-
Total des lignes 1 à 10	**44 214 612,29**	**43 890 093,87**	**45 931 934,00**



Conformément à l'état ministériel, la représentation des engagements réglementés se décompose comme suit :

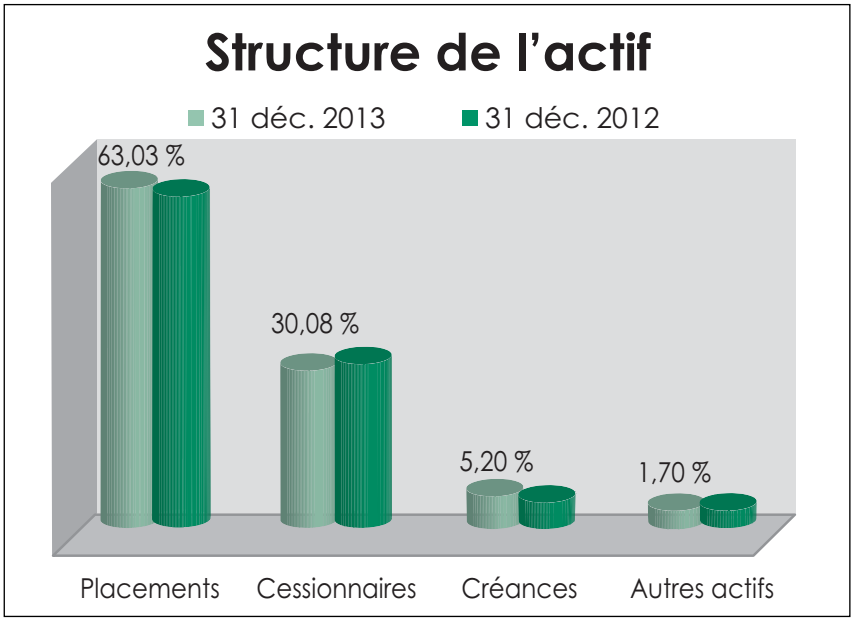
	2013	2012	2011
Provision pour cotisations non acquises	1 813 885	2 295 319	3 053 306
Provisions pour sinistres à payer	5 620 904	6 046 644	6 031 493
Provisions mathématiques (non-vie)	18 707 179	18 839 046	20 965 932
Provision pour égalisation	-	-	-
Provision pour risque d'exigibilité des engagements techniques	-	-	166 889
Autres provisions techniques	346 761	508 972	443 588
Réserve de capitalisation	258 935	258 935	258 935
Dettes privilégiées	213 294	570 807	282 535
Total des passifs réglementés (A)	**26 960 958**	**28 519 724**	**31 202 680**

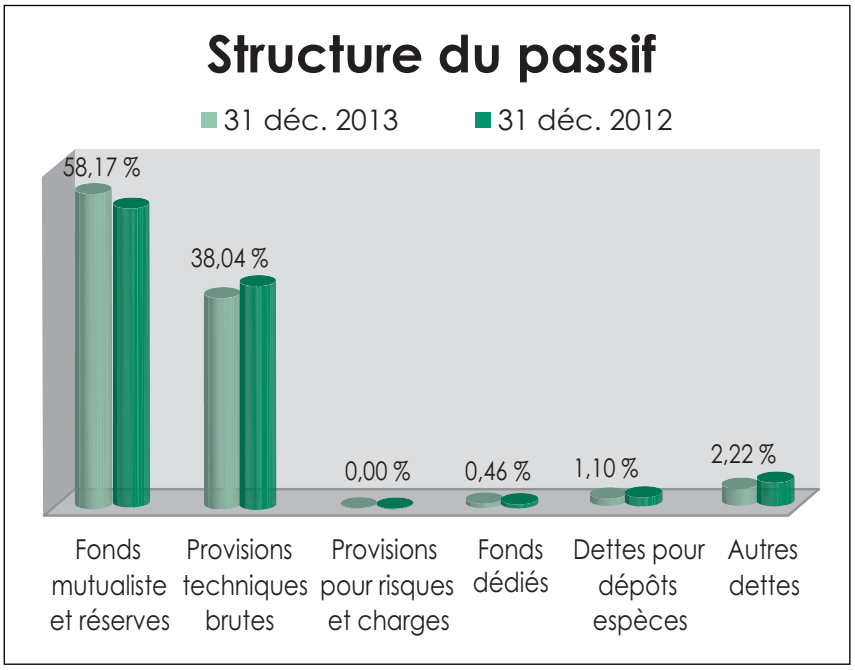
	2013	2012	2011
Base de la dispersion visée à l'article R.212-32 (A-B)	26 960 958	28 519 724	31 202 680
Valeurs couvrant les engagements pris dans le cadre d'opérations relevant de la branche 25 de l'article R.211-2	-	-	-
Autres placements mentionnées du 1° au 17° de l'article R.212-31	43 558 505	42 898 730	41 804 049
Dépôts mentionnés au 18° de l'article R.212-31	-	-	-
Intérêts courus des placements mentionnés à l'article R.212-31	414 689	469 105	469 751
Créances garanties sur les réassureurs mentionnées à l'article R.212-35	20 937 646	22 471 441	22 747 227
Total des placements et actifs assimilés	**64 910 840**	**65 839 276**	**65 021 017**

En conséquence, le ratio **"placements et actifs assimilés rapportés aux passifs réglementés"** est de :

	2013	2012	2011
Ratio des placements et actifs assimilés	2,41	2,31	2,08

Les comptes sociaux de MUTLOG Garanties





Bilan des comptes sociaux de MUTLOG Garanties

SIREN 384.253.605

ACTIF (en euros)	31 déc. 2013	31 déc. 2012
A1 - Actifs incorporels	-	-
A2 - Placements (A2a + A2b + A2c + A2d)	**43 890 093,99**	**43 130 273,73**
A2a - Terrains et constructions	331 589,12	231 544,12
A2b - Placements dans les entreprises liées et dans des entreprises avec un lien de participation	-	-
A2c - Autres placements	43 558 504,87	42 898 729,61
A2d - Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes	-	-
A3 - Placements représentant les prov. techn. afférentes aux op. en UC	-	-
A4 - Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques	**20 944 239,16**	**21 858 307,20**
A4a - Provisions pour cotisations non acquises (Non-Vie)	670 262,22	859 180,41
A4b - Provisions d'assurance Vie	-	-
A4c - Provisions pour prestations à payer (Vie)	-	-
A4d - Provisions pour prestations à payer (Non-Vie)	4 491 305,70	4 872 145,14
A4e - Provisions pour participation aux excédents et ristournes (Vie)	-	-
A4f - Provisions pour participation aux excédents et ristournes (Non-Vie)	-	-
A4g - Provisions pour égalisation (Vie)	-	-
A4h - Provisions pour égalisation (Non-Vie)	-	-
A4i - Autres provisions techniques (Vie)	-	-
A4j - Autres provisions techniques (Non-Vie)	15 782 671,24	16 126 981,65
A4k - Provisions techniques des opérations en unités de comptes	-	-
A5 - Part des garants dans les engagements techniques donnés en substitution	-	-
A6 - Créances (A6a + A6b + A6c)	**3 618 639,67**	**3 328 707,69**
A6a - Créances nées d'opérations directes et de prises en substitution	3 440 955,77	3 326 242,68
A6aa - Cotisations restant à émettre	826 194,76	996 828,61
A6ab - Autres créances nées d'opérations directes et de prises en substitution	2 614 761,01	2 329 414,07
A6b - Créances nées d'opérations de réassurance et de cessions en substitution	-	-
A6c - Autres créances (A6ca + A6cb + A6cc)	177 683,90	2 465,01
A6ca - Personnel	-	-
A6cb - Etat, organismes sociaux, collectivités publiques	172 556,42	-
A6cc - Débiteurs divers	5 127,48	2 465,01
A7 - Autres actifs (A7a + A7b)	**506 695,38**	**668 585,19**
A7a - Actifs corporels d'exploitation	454 123,31	586 318,10
A7b - Avoirs en banque - CCP - Caisse	52 572,07	82 267,09
A8 - Comptes de régularisation - Actif (A8a + A8b + A8c + A8d)	**675 322,29**	**553 852,75**
A8a - Intérêts et loyers acquis non échus	576 371,50	469 105,01
A8b - Frais d'acquisition reportés (Vie)	-	-
A8c - Frais d'acquisition reportés (Non-Vie)	-	-
A8d - Autres comptes de régularisation	98 950,79	84 747,74
A9 - Différences de conversion	-	-
Total de l'Actif (A1 + A2 + A3 + A4 + A5 + A6 + A7 + A8 + A9)	**69 634 990,49**	**69 539 726,56**

PASSIF (en euros)	31 déc. 2013	31 déc. 2012
B1 - Fonds mutualistes et réserves (B1.1 + B1.2)	**40 507 252,19**	**38 559 725,18**
B1.1 - Fonds propres (B1a + B1b + B1c + B1d + B1e)	40 507 252,19	38 559 725,18
B1a - Fonds de dotation sans droit de reprise	1 550 000,00	1 550 000,00
B1b - Ecart de réévaluation	-	-
B1c - Réserves	37 009 725,18	33 381 337,98
B1d - Report à nouveau	-	-
B1e - Résultat de l'exercice	1 947 527,01	3 628 387,20
B1.2. - Autres Fonds Mutualistes (B1f + B1g)	-	-
Total B1f - Fonds de dotation avec droit de reprise	-	-
Total B1g - Subventions nettes	-	-
B2 - Passif subordonné	**-**	**-**
B3 - Provisions techniques brutes	**26 488 728,04**	**27 689 981,21**
B3a - Provisions pour cotisations non acquises (non Vie)	1 813 884,77	2 295 318,97
B3b - Provisions d'assurance vie	-	-
B3c - Provisions pour prestations à payer (Vie)	-	-
B3d - Provisions pour prestations à payer (non Vie)	5 620 903,61	6 046 644,19
B3e - Provision pour participation aux excédents et ristournes (Vie)	-	-
B3f - Provision pour participation aux excédents et ristournes (non Vie)	-	-
B3g - Provisions pour égalisation (Vie)	-	-
B3h - Provisions pour égalisation (non Vie)	-	-
B3i - Autres provisions techniques (Vie)	-	-
B3j - Autres provisions techniques (non Vie)	19 053 939,66	19 348 018,05
B4 - Provisions techniques des opérations en unités de compte	**-**	**-**
B5 - Engagements techniques sur opérations données en substitution	**-**	**-**
B6 - Provisions pour risques et charges	**-**	**-**
B7 - Fonds dédiés	**323 251,63**	**334 303,15**
B8 - Dettes pour dépôts espèces reçus des cessionnaires	**767 821,94**	**920 662,06**
B9 - Autres dettes (B9a + B9b + B9c + B9d)	**1 420 347,54**	**1 904 318,11**
B9a - Dettes nées d'opérations directes et prises de substitution	-	-
B9b - Dettes nées d'opérations de réassurance et de cessions en substitution	628 467,73	707 640,76
B9c - Dettes envers les établissements de crédit	-	-
B9d - Autres dettes (B9da + B9db + B9dc + B9dd)	791 879,81	1 196 677,35
B9da - Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus	-	-
B9db - Personnel	-	-
B9dc - Etat, organismes sociaux, collectivités publiques	213 294,20	570 807,31
B9dd - Créditeurs divers	578 585,61	625 870,04
B10 - Comptes de régularisation - passif	**127 589,15**	**130 736,85**
B11 - Différence de conversion	**-**	**-**
Total du passif (B1 + B2 + B3 + B4 + B5 + B6 + B7 + B8 + B9 +B10 + B11)	**69 634 990,49**	**69 539 726,56**

Engagements donnés au GIE de moyens le "GIE GROUPE ACMIL" :
Responsabilité indéfinie et solidaire

Le résultat excédentaire de 1 947 527 euros se répartit entre :

	2013	2012	2011
Résultat technique net de cession et avant allocation des produits financiers	1 058 397	2 741 341	2 054 962
Résultat sur les opérations financières	1 423 204	1 311 906	939 575
Résultat sur les opérations non techniques et IS	-534 075	-424 860	-96 288
Résultat net de l'exercice	**1 947 527**	**3 628 387**	**2 898 249**

Le résultat fiscal

En application de l'article 65 de la loi de finance rectificative pour 2011, l'entrée en fiscalité de droit commun est à effet du 1er janvier 2012.

Le calcul du résultat net comptable fait l'objet de retraitements extra-comptables :

- Ecarts de réévaluations extra-comptables dus aux retraitements de certains éléments d'actif et de passif inscrits en franchise d'impôts au bilan d'ouverture du 1er janvier
- Réintégrations extra-comptables
- Déductions extra-comptables

	31/12/2013	31/12/2012
Résultat net comptable	**1 947 527,01**	**3 628 387,20**
Ecart de valorisation extra comptable	-94 374,57	-169 080,69
Réintégrations extra-comptables	889 218,80	468 421,26
Réductions extra-comptables	-15 314,66	-398 804,61
Résultat fiscal	**2 727 056,58**	**3 528 923,16**

En application de l'article 88 de la loi de finance rectificative pour 2006 modifié en 2011 :

- le résultat fiscal est réduit pour l'exercice 2013 de 40 % pour le calcul de l'impôt, la base d'imposition est égale à 60 %.
- la quote-part admise en déduction fiscale pour la constitution d'un compte de "réserve spéciale de solvabilité" est traitée en un mouvement extra-comptable sur le tableau de la liasse fiscale (2058) qui permet la détermination du résultat fiscal.

Le chiffre d'affaire s'élève à 6 072 930 euros. Il est inférieur à 7 630 000 euros, ce qui permet l'application du taux réduit de 15 % sur une quote-part de résultat.

L'impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les sociétés est calculé :

- au taux réduit de 15 % sur la fraction du résultat imposable de 38 120 euros.
- au taux de 33 1/3 % sur le solde du résultat imposable dépassant le premier seuil.

	31/12/2013	31/12/2012
Résultat fiscal	**2 727 056,58**	**3 528 923,16**
Mouvement extra comptable de la réserve de solvabilité	1 090 822,63	2 117 353,90
Résultat soumis à l'IS	1 636 233,95	1 411 569,26
IS au taux réduit de 15 %	5 718,00	2 287,20
IS au taux de 33,33 %	532 651,38	465 393,88
CSB de 3,3 % si IS > 763 000 et CA > 7 630 000	-	-
Montant de l'impôt	**538 369,38**	**467 681,08**
Acompte de l'exercice	-701 520,00	
Solde du compte IS (cte 44400)	**-163 150,62**	
CICE (ligne 17) (cf compte 44410)	-9 404,88	
Solde global (cte 44400 + cte 44410)	**-172 555,50**	

Comptes de résultat technique de MUTLOG Garanties
SIREN 384.253.605

	31 décembre 2013				31/12/2012
	Opérations brutes totales (A)	Opérations données en substitution (B)	Cessions et rétrocessions (C)	Opérations nettes (A - B - C)	Opérations nettes
D1 - Cotisations acquises (D1a + D1b)	**9 733 448,70**	**-**	**6 243 312,66**	**3 490 136,04**	**3 821 109,52**
D1a - Cotisations	9 252 014,50	-	6 054 394,47	3 197 620,03	3 355 995,28
D1b - Variations pour cotisations non acquises	481 434,20	-	188 918,19	292 516,01	465 114,24
D2 - Produits des placements alloués du compte non technique	**179 577,68**	**-**	**-**	**179 577,68**	**178 113,11**
D3 - Autres produits techniques	**3 719,65**	**-**	**-667 958,12**	**671 677,77**	**1 132 368,45**
D4 - Charges des prestations (D4a + D4b)	**-7 051 622,51**	**-**	**-5 551 309,76**	**-1 500 312,75**	**-1 365 311,08**
D4a - Prestations et frais payés	-7 477 363,09	-	-5 932 149,20	-1 545 213,89	-1 321 388,43
D4b - Charges des provisions pour prestations à payer	425 740,58	-	380 839,44	44 901,14	-43 922,65
D5 - Charges des autres provisions techniques	**299 319,25**	**-**	**344 310,41**	**-44 991,16**	**518 770,98**
D6 - Participations aux résultats	**-6 588,72**	**-**	**-**	**-6 588,72**	**-5 879,32**
D7 - Frais d'acquisition et d'administration (D7a+D7b+D7c)	**-2 126 890,85**	**-**	**-576 771,97**	**-1 550 118,88**	**-1 355 510,80**
D7a - Frais d'acquisition	-1 039 284,32	-	-	-1 039 284,32	-932 311,57
D7b - Frais d'administration	-1 087 606,53	-	-	-1 087 606,53	-1 014 219,72
D7c - Commissions reçues des réassureurs	-	-	-576 771,97	576 771,97	591 020,49
D8 - Autres charges techniques	**-1 404,76**	**-**	**-**	**-1 404,76**	**-4 206,87**
D9 - Charges de la provision pour égalisation	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Résultat technique des opérations non vie (D1 + D2 + D3 + D4 + D5 + D6 + D7 + D8 + D9)	**1 029 558,44**	**-**	**-208 416,78**	**1 237 975,22**	**2 919 453,99**

Comptes de résultat non technique de MUTLOG Garanties
SIREN 384.253.605

	31/12/2013	31/12/2012
F1 - Résultat technique des opérations non vie	**1 237 975,22**	**2 919 453,99**
F2 - Résultat technique des opérations vie	**-**	**-**
F3 - Produits des placements (F3a + F3b + F3c)	**1 535 755,67**	**1 390 284,34**
F3a - Revenus des placements	1 131 919,51	1 016 601,42
F3b - Autres produits de placements	-	-
F3c - Profits provenant de la réalisation des placements	403 836,16	373 682,92
F4 - Produits des placements alloués du compte technique vie	**-**	**-**
F5 - Charges des placements (F5a + F5b + F5c)	**-112 551,17**	**-78 377,92**
F5a - Frais de gestion interne et externe des placements	-26 609,07	-29 474,92
F5b - Autres charges des placements	-13 949,30	-19 376,46
F5c - Pertes provenant de la réalisation des placements	-71 992,80	-29 526,54
F6 - Produit des placements transférés au compte technique non vie	**-179 577,68**	**-178 113,11**
F7 - Autres produits non techniques	**20 629,02**	**6 357,15**
F8 - Autres charges non techniques (F8a + F8b)	**-22 200,13**	**-9 106,54**
F8a - Charges à caractère social	-20 629,02	-6 357,15
F8b - Autres charges non techniques	-1 571,11	-2 749,39
F9 - Résultat exceptionnel (F9a - F9b)	**1 719,46**	**45 570,37**
F9a - Produits exceptionnels	1 924,34	46 975,00
F9b - Charges exceptionnelles	-204,88	-1 404,63
F10 - Impôts sur le résultat	**-534 223,38**	**-467 681,08**
F11 - Solde intermédiaire (F1 + F2 + F3 + F4 - F5 - F6 + F7 - F8 + F9 - F10)	**1 947 527,01**	**3 628 387,20**
F12 - Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	**-**	**-**
F13 - Engagements à réaliser sur ressources affectées	**-**	**-**
F14 - Résultat de l'exercice (F11 + F12 + F13)	**1 947 527,01**	**3 628 387,20**

Pour MUTLOG Garanties :	2013	2012	2011
Marge requise sur les cotisations	876 011	961 621	1 060 200
Marge requise sur les prestations	825 587	934 044	1 102 785
Le maximum des 2 méthodes	**876 011**	**961 021**	**1 102 785**

La marge de solvabilité (MS) est constituée de :	2013	2012	2011
Fonds d'établissement	1 550 000	1 550 000	1 550 000
Réserves réglementaires ou libres ne correspondant pas aux engagements, y inclus la réserve de capitalisation	37 009 725	33 381 338	30 483 089
Report à nouveau	1 947 527	3 628 387	2 898 249
Total de la marge constituée	**40 507 252**	**38 559 725**	**34 931 338**
Ratio de Marge	**46,24**	**40,10**	**31,68**

Le ratio de marge est d'un niveau jugé suffisant, sachant que les fonds propres de MUTLOG Garanties sont constitués sans avoir recours aux emprunts subordonnés.

5 - Rapport de combinaison MUTLOG et MUTLOG Garanties

Modifications intervenues dans la présentation des comptes annuels

Les comptes combinés de l'exercice 2013 ont été établis et présentés dans la continuité de l'exercice 2012, selon la réglementation française en vigueur applicable aux mutuelles, résultant des règlements du Comité de la Réglementation Comptable, des arrêtés ministériels, de l'arrêté du 2 mai 2002 relatif aux règles prudentielles, et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes combinés sont établis par intégration globale.

Les comptes sociaux des deux mutuelles respectent l'homogénéité des méthodes utilisées tant dans la valorisation des actifs et / ou dépréciation de ces derniers, que dans la valorisation des amortissements et provisions à caractère général normalement gérés au sein du GIE de moyens.

Les comptes courants (créances et dettes) existant entre MUTLOG et MUTLOG Garanties qui sont la réciprocité de l'une et l'autre des mutuelles sont neutralisés dans les comptes combinés.

Il en est de même des opérations éventuelles affectant le tableau des engagements reçus et des engagements donnés.

Résultat net de l'exercice

Après retraitement de la provision pour risque d'exigibilité et de l'impôt différé :

	Vie	Non Vie	Total
Résultat des comptes sociaux	967 141,74	1 947 527,01	**2 914 668,75**
Retraitement PRE	-	-	**-**
Retraitement impôt différé	61 420,59	54 623,35	**116 043,94**
Résultat des comptes combinés	**1 028 562,33**	**2 002 150,36**	**3 030 712,69**

La constitution du résultat net global de l'ensemble de combinaison s'effectue par catégories d'opérations vie et non vie :

Constitution du résultat	2013	2012
Opérations vie	1 028 562	1 523 259
Opérations non vie	2 002 150	3 703 249
Résultat de l'ensemble de combinaison	**3 030 713**	**5 226 508**

Le résultat excédentaire des comptes combinés s'élève à 3 030 713 euros.

Compte de résultat de la combinaison

	31 décembre 2013			31 déc. 2012
	Opérations vie	Opérations non vie	Total N	Total N-1
Produits d'exploitation	10 888 144,55	10 405 126,47	21 293 271,02	22 910 159,52
Produits financiers nets de charges	1 306 873,69	1 423 204,50	2 730 078,19	2 652 831,14
Total des produits d'exploitation courants	**12 195 018,24**	**11 828 330,97**	**24 023 349,21**	**25 562 990,66**
Charges de prestations d'assurance	-5 377 419,58	-6 758 891,98	-12 136 311,56	-10 541 444,77
Charges de gestion	-3 352 854,99	-2 129 866,72	-5 482 721,71	-4 857 107,60
Total des charges d'exploitation courantes	**-8 730 274,57**	**-8 888 758,70**	**-17 619 033,27**	**-15 398 552,37**
Résultat d'exploitation courant avant réassurance	**3 464 743,67**	**2 939 572,27**	**6 404 315,94**	**10 164 438,29**
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	**-2 267 515,94**	**-459 541,34**	**-2 727 057,28**	**-4 714 298,43**
Résultat d'exploitation courant après réassurance	**1 197 227,73**	**2 480 030,93**	**3 677 258,66**	**5 450 139,86**
Résultats exceptionnels	2 761,77	1 719,46	4 481,23	-95 345,51
Impôt sur le résultat	-171 427,17	-479 600,03	-651 027,20	-757 524,70
Impact de l'entrée en fiscalité	-	-	-	629 238,41
Résultat net de l'ensemble combiné	**1 028 562,33**	**2 002 150,36**	**3 030 712,69**	**5 226 508,06**

Les produits d'exploitation sont constitués :

- **des cotisations acquises,** c'est-à-dire des cotisations émises augmentées des :
  - variations sur provisions pour cotisations restant à émettre et relatives aux cotisations échues,
  - reprises sur provisions pour cotisations non acquises constatées les exercices précédents et acquises à l'exercice,
  - et diminuées de la variation de provisions pour cotisations restant à annuler.
- **des autres produits techniques** relatifs aux droits d'ouverture de dossiers.

Les charges de prestations sont constituées :

- des prestations servies,
- des variations de provisions pour prestations restant à payer et des provisions pour probabilité de maintien en prestations.

Les charges de gestion sont constituées des frais d'acquisition et d'administration

qui correspondent aux charges par nature ventilées en charges par destination.

	31 décembre 2013			31 décembre 2012		
Détail des frais de fonctionnement	Opérations vie	Opérations non vie	Total	Opérations vie	Opérations non vie	Total
Frais d'acquisition	1 653 143	1 039 284	2 692 428	1 410 602	932 312	2 342 913
Frais d'administration	1 681 494	1 087 607	2 769 101	1 474 877	1 014 220	2 489 096
Frais de gestion des prestations	591 536	411 185	1 002 721	467 951	357 536	825 487
Frais de gestion financière	109 596	26 609	136 205	71 267	29 475	100 742
Total des frais généraux	**4 035 769**	**2 564 685**	**6 600 454**	**3 424 696**	**2 333 542**	**5 758 238**

Les charges de fonctionnement s'élèvent à 6 600 454 euros à rapprocher des charges de fonctionnement de 5 758 238 euros fin 2012 et de 4 798 788 euros fin 2011.

Le ratio des charges par destination rapportées aux cotisations de l'exercice représente :

- pour l'activité vie 37,49 % (contre 31,46 % en 2012, 23,73 % en 2011, 25,79 % en 2010)
- pour l'activité non vie : 26,35 % (contre 21,84% en 2012, 16,55 % en 2011, 16,32 % en 2010)

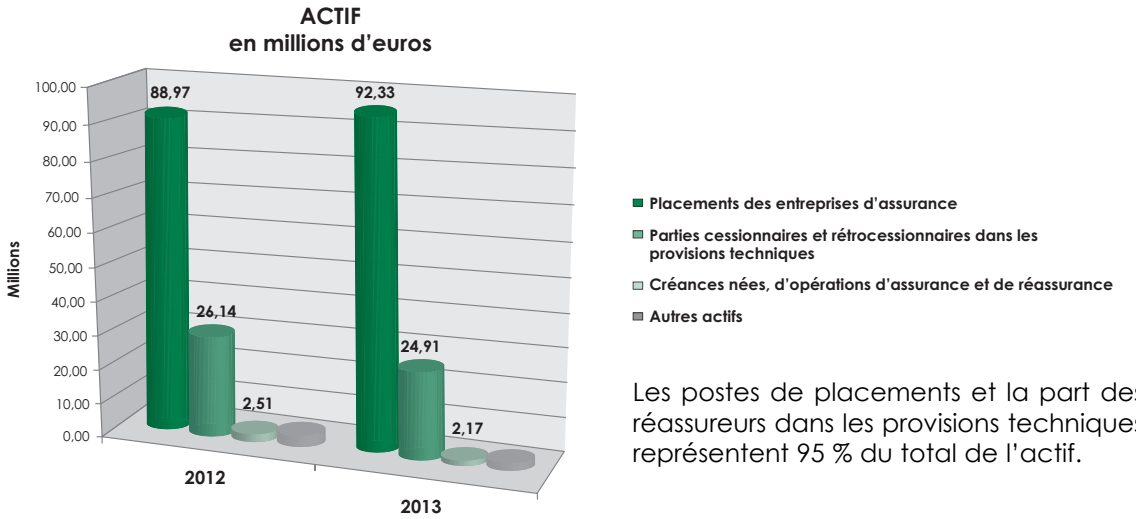
Le résultat financier s'élève à :

	31 décembre 2013			31 déc. 2012
	Opérations vie	Opérations non vie	Total N	Total N-1
Produits financiers nets de frais	1 306 873,69	1 423 204,50	2 730 078,19	2 652 831,14
Frais de gestion	109 596,19	26 609,07	136 205,26	65 982,56
Produits financiers	1 416 469,88	1 449 813,57	2 866 283,45	2 718 813,70
Valeurs nettes au bilan :				
Placements au 1er janvier	45 682 554,00	43 130 273,00	88 812 827,00	83 166 675,00
Placements au 31 décembre	48 251 139,00	43 890 893,00	92 142 032,00	88 812 827,00
Ratio de taux moyen de rendement	**3,02 %**	**3,33 %**	**3,17 %**	**3,16 %**

Comptes combinés de MUTLOG et MUTLOG Garanties

A l'actif :

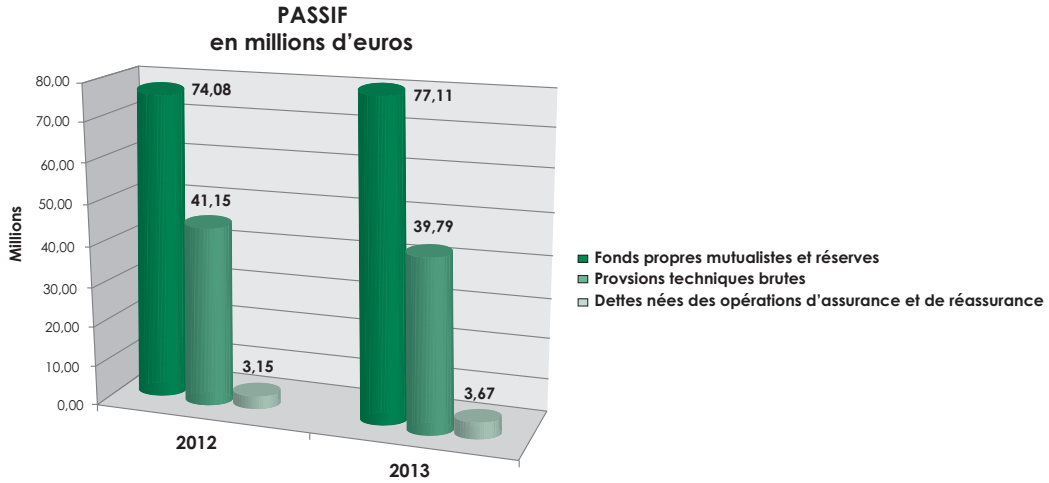
ACTIF (en euros)	31 déc. 2013	31 déc. 2012
Actifs incorporels	36,00	36,00
Placements des entreprises d'assurance	92 327 392,82	88 971 757,88
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques	24 914 082,16	26 139 529,61
Créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance	2 168 941,11	2 506 054,04
Autres actifs	3 243 066,75	3 544 991,52
Total de l'actif	**122 653 518,84**	**121 162 369,05**



Les postes de placements et la part des réassureurs dans les provisions techniques représentent 95 % du total de l'actif.

Au passif :

PASSIF (en euros)	31 déc. 2013	31 déc. 2012
Fonds propres mutualistes et réserves	77 111 883,21	74 081 170,52
Provisions techniques brutes	39 788 368,68	41 148 039,25
Provisions risque et charges	673 650,71	530 726,64
Fonds dédiés	323 251,63	334 303,15
Dettes nées des opérations d'assurance et de réassurance	3 672 530,92	3 149 273,30
Autres passifs	1 083 833,69	1 918 856,19
Total du passif	**122 653 518,84**	**121 162 369,05**



Les postes des fonds propres mutualistes et les provisions techniques représentent 95,30 % du total du passif (contre 95,10 % l'an passé).

Passif réglementé	2013	2012
Provisions pour Vie	2 115 523,93	2 180 597,98
Provisions pour sinistres Vie	4 159 946,69	4 253 290,04
Provisions pour participations aux excédents	7 024 170,02	7 024 170,02
Provisions pour risque d'exigibilité	-	-
Total provisions VIE	***13 299 640,64***	***13 458 058,04***
Provisions pour cotisations non acquises Non-Vie	1 813 884,77	2 295 318,97
Provisions pour sinistres Non-Vie restant à payer	5 620 903,61	6 046 644,19
Autres provisions techniques Non-Vie	19 053 939,66	19 348 018,05
Provisions pour égalisation (Non-Vie)	-	-
Provisions pour risque d'exigibilité	-	-
Total provisions NON-VIE	***26 488 728,04***	***27 689 981,21***
Total provisions techniques	**39 788 368,68**	**41 148 039,25**
Dettes privilégiées	25 073,56	711 579,12
Total Passif réglementé	**39 813 442,24**	**41 859 618,37**

Instruments financiers

Les placements constituent 75,27 % de l'actif (contre 73,43 % en 2012 , 70,35 % en 2011, 70,00 % en 2010) et s'élèvent à 92,327 millions d'euros, dont :

- 2,27 millions de terrains et construction net de 0,31 million d'euros d'amortissements
- 0,27 million de parts de la SCI quai de la Seine (représentant le siège social)
- 0,19 million de parts de la SCI Palais de la Mutualité
- 0,20 million de parts dans la SCPI Pierval Santé
- 89,393 millions constitués des autres valeurs mobilières de placements

S'agissant des valeurs mobilières,	
la valeur brute est de :	93 083 603 euros
La provision pour dépréciation à caractère durable est de :	- 756 211 euros
Soit un montant au bilan des valeurs mobilières de :	92 327 392 euros

L'état récapitulatif des placements est :

	Valeur brute inscrite au bilan	Valeur nette	Valeur de réalisation
Terrains et construction	-	-	-
Parts de SCI	3 250 267	2 934 126	3 910 709
Actions	3 739 663	3 165 755	4 315 473
Parts d'OPCVM	35 752 760	35 570 457	35 774 295
Obligations	37 836 805	38 022 965	40 236 190
Autres prêts et dépôts	12 634 089	12 634 089	12 634 089
Total	**93 213 584**	**92 327 392**	**96 870 756**

	Valeur brute inscrite au bilan	Valeur nette	Valeur de réalisation
- I - Placements (détail des postes A2 et A3 de l'Actif)			
Total 1 - Placements immobiliers et placements immobiliers en cours	3 250 267	2 934 126	3 910 709
Total 2 - Actions et autres titres à revenus variables autres que les parts d'OPCVM	3 739 663	3 165 755	4 315 473
Total 3 - Parts d'OPCVM autres que celles visées au point 4	35 752 760	35 570 457	35 774 295
Total 4 - Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenus fixes	-	-	-
Total 5 - Obligations et autres titres à revenus fixes	37 836 805	38 022 965	40 236 190
Total 6 - Prêts hypothécaires	-	-	-
Total 7 - Autres prêts et effets assimilés	34 089	34 089	34 089
Total 8 - Dépôts auprès des cédantes	-	-	-
Total 9 - Dépôts (autres que le 8) et cautionnement en espèces	12 600 000	12 600 000	12 600 000
Total 10 - Actifs représentatifs des opérations en UC	-	-	-
Total des lignes 1 à 10	**93 213 584**	**92 327 392**	**96 870 756**

Hors les autres dépôts qui représentent 12,6 millions d'euros en valeur nette inscrite au bilan, les placements se répartissent de la manière suivante :

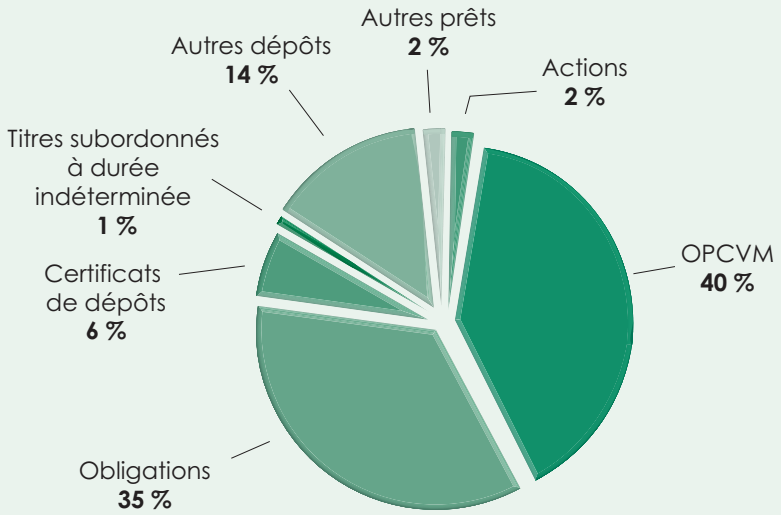
Dont	Valeur brute inscrite au bilan	Valeur nette	Valeur de réalisation
- Placements évalués selon l'article R 212-52 (titres amortissables)	37 836 805	38 022 965	40 236 190
- Placements évalués selon l'article R 212-53 (titres non amortissables)	42 776 779	41 704 427	44 034 566
- Placements évalués selon l'article R 212-37 (garanties à capital variable)	-	-	-
	80 613 584	**79 727 392**	**84 270 756**

Les placements sont composés de :

Structure du portefeuille	31/12/2013	31/12/2012
Actions	1,74 %	1,80 %
OPCVM	39,79 %	36,48 %
Obligations	35,21 %	44,46 %
Certificats de dépôts	6,15 %	-
Titres subordonnés à durée indéterminée	0,67 %	0,70 %
Autres titres subordonnés	0,50 %	0,52 %
Autres dépôts	14,10 %	14,63 %
Autres prêts	1,84 %	1,41 %
A2c - Total autres placements	**100,00 %**	**100,00 %**

L'allocation des placements avec l'immobilier :

Etat des placements au 31 décembre valeur brute au bilan



Conformément à la réglementation, et aux règles prudentielles, ils font l'objet de corrections de valeurs, ligne par ligne :

- pour les valeurs amortissables :
  - produits à recevoir sur différence de remboursement,
  - amortissement sur différence de remboursement,
  - constitution - dans les comptes sociaux - de la réserve de capitalisation en cas de réalisation des titres avant leur terme.
- Pour les valeurs non amortissables :
  - provision pour dépréciation à caractère durable calculée ligne à ligne dès lors que la dégradation de la valeur est supérieure à 20 %.
  - provision pour risque d'exigibilité au global des valeurs non amortissables, dotation répartie sur 3 ans.

Les placements sont gérés - avec l'appui d'un conseil financier - dans le respect du cadre de référence fixé par le conseil d'administration.

Ce cadre de référence intègre à la fois :

- les réglementations en vigueur, les règles fixées par le décret du 2 mai 2002 résultant du code de la Mutualité - règles prudentielles : dispersion du risque,
- l'analyse du couple risque / rentabilité des instruments financiers retenus,
- l'horizon de durée de placement à court, moyen et long terme, notamment au regard de l'analyse gestion actif - passif.

Le court terme est placé en OPCVM monétaires avec un maximum de 10 à 20 % d'OPCVM diversifiés. Le moyen et long terme est positionné dans la mesure du possible :

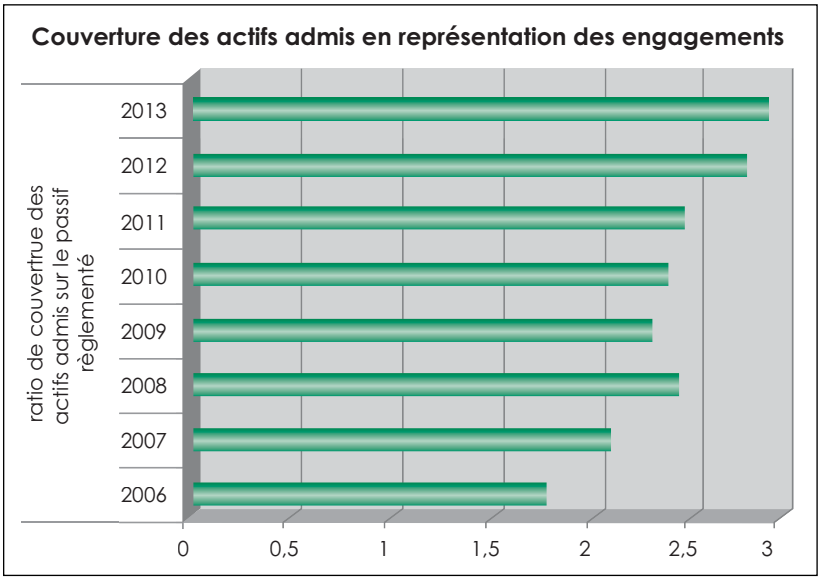
- sur des lignes obligataires en direct 75 % à 85 %, avec comme objectif des notations de AAA à AA3 des émetteurs,
- avec un maximum de :
  - 5 % d'actions (en direct ou OPCVM) pour les fonds réglementés,
  - 15 % d'actions (en direct ou OPCVM) pour les fonds libres.

Dans le cas où le marché est incertain, les placements sont effectués sur des OPCVM sécurisés de type monétaire.

Conformément à l'état ministériel, la représentation des engagements réglementés se décompose comme suit :

	2013	2012
Total des passifs réglementés	**39 813 442**	**41 859 618**
Base de la dispersion visée à l'article R.212-32	**39 813 442**	**41 859 618**
Valeurs couvrant les engagements pris dans le cadre d'opérations relevant de la branche 25 de l'article R.211-2	-	-
Autres placements mentionnés du 1° au 17° de l'article R.212-31	89 393 267	86 116 869
Dépôts mentionnés au 18° de l'article R.212-31	-	-
Intérêts courus des placements mentionnés à l'article R.212-31	780 576	892 547
Créances garanties sur les réassureurs mentionnées à l'article R.212-35	24 494 570	27 230 914
Total des placements et actifs assimilés	**114 668 412**	**114 240 330**

Le ratio de couverture des actifs admis sur le passif réglementé est de 2,88 contre 2,73 en 2012.



Affectation de résultat

Le conseil d'administration de chacune des mutuelles propose de mettre aux résolutions des prochaines assemblées générales les affectations de résultat des comptes sociaux de la manière suivante :

- Affectation de 40 % du résultat fiscal en réserve de solvabilité.
- Affectation du solde du résultat en autres réserves.

Sur l'ensemble combiné, les autres réserves s'élèveront à 69 061 883 euros après le vote des résolutions (contre 66 031 170 euros en 2012).

Fonds mutualistes et réserves

Les fonds mutualistes et réserves de l'ensemble combiné des deux mutuelles s'élèvent à 77 111 883 euros, et sont constitués de :

- fonds d'établissement de 3 050 000 euros
- apport sans droit de reprise de 5 000 000 euros
- autres réserves 66 031 171 euros
- résultat de l'exercice : 3 030 712 euros

Fonds propres	2012	Affectation du résultat	Autres	Apport	Résultat de l'exercice	2013
Fonds d'Etablissement						
Fonds d'Etablissement MUTLOG	1 500 000	-	-	-	-	1 500 000
Fonds d'Etablissement MUTLOG Garanties	1 550 000	-	-	-	-	1 550 000
Apport sans droit de reprise	5 000 000	-	-	-	-	5 000 000
	8 050 000	**-**	**-**	**-**	**-**	**8 050 000**
Réserves & report à nouveau						
Réserves Mutlog	27 256 435	1 270 339	-	-	-	28 526 774
Réserves Mutlog Garanties	33 548 227	3 461 498	-	-	-	37 009 725
Impact de l'impôt différé	-	494 672	-	-	-	494 672
Report à nouveau MUTLOG	-	-	-	-	-	-
Report à nouveau MUTLOG Garanties	-	-	-	-	-	-
	60 804 662	**5 226 509**	**-**	**-**	**-**	**66 031 171**
Résultat de l'exercice						
Retraitement de la PRE	-	-	-	-	-	-
Retraitement de l'impôt différé	494 672	-494 672	-	-	116 044	116 044
Résultat de l'exercice MUTLOG	1 270 339	-1 270 339	-	-	967 141	967 141
Résultat de l'exercice MUTLOG Garanties	3 461 498	-3 461 498	-	-	1 947 527	1 947 527
	5 226 509	**-5 226 509**	**-**	**-**	**3 030 712**	**3 030 712**
Total	**74 081 171**	**-**	**-**	**-**	**3 030 712**	**77 111 883**

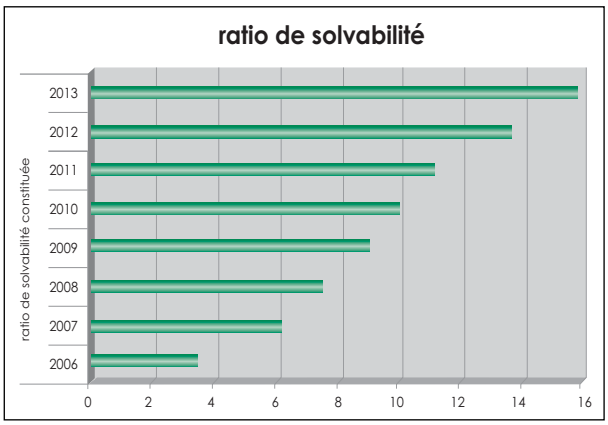
La marge de solvabilité :

Au 31 décembre, les éléments constitutifs de la marge de solvabilité s'élèvent à 77 111 883 euros.

Marge de solvabilité	31/12/2013	31/12/2012
MS au bilan	77 111 883	74 081 171
Exigence de MS minimum requise	4 900 519	5 465 976
Insuffisance éventuelle		
MS bilan < FG minimum	-	-
Ratio de MS	**15,74**	**13,55**

L'exigence de marge de solvabilité requise est de 4 900 519 euros, le ratio de marge de solvabilité constituée est de 15,74 fois l'exigence de marge (contre 13 fois l'an passé).

Le résultat net global de l'exercice sur l'ensemble combiné est excédentaire de : 3 030 712 euros.



Conseil d'administration

Sommes versées en application de l'article L.114-26 :

Les indemnités allouées aux Président et Trésorier Général du Conseil d'Administration, les sommes et avantages de toutes natures versés au titre des frais de déplacements et de séjours sont précisés dans les règles et méthodes au chapitre F2.

Rémunérations versées aux dirigeants salariés :

MUTLOG et MUTLOG Garanties ne disposent d'aucun dirigeant salarié.

Liste des mandats et fonctions exercés par chacun des administrateurs des deux Mutuelles :

Membres du conseil d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties au 31 décembre 2013			
Nom et prénom	**Echéance du mandat**	**Fonction**	**Autres mandats et fonctions**
Erwan Audouit	AG 2017	Administrateur	
Dominique Boillot	AG 2015	Administrateur représentant la CFDT	
Michel Bonfils	AG 2019	Administrateur	
Frédéric Brossier	AG 2019	Administrateur	
Rémy Brunck	AG 2015	Administrateur	
Philippe Brunet	AG 2017	Président	Administrateur MFP Administrateur Mutualité française Ile-de-France Membre du comité d'audit Ociane
Hervé Chiaroni	AG 2019	Trésorier général adjoint représentant la CFE-CGC	
Jean-Baptiste Dolci	AG 2017	Administrateur représentant la CGT-FO	
Jean Frébourg	AG 2015	1er vice-président	
Jean-Marc Harmand	AG 2015	Administrateur	
Thierry Le Bozec	AG 2019	Administrateur	
Jacques Lépron	AG 2019	Secrétaire général adjoint représentant l'ACMIL	

Membres du conseil d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties (suite)			
Nom et prénom	**Echéance du mandat**	**Fonction**	**Autres mandats et fonctions**
Yvon Mansion	AG 2015	Secrétaire général	Secrétaire général du Centre Mutualiste Interprofessionnel Administrateur de la Mutualité de Picardie Administrateur de l'UTMIF Délégué MATMUT
Jean de Mathan	AG 2017	Administrateur représentant la CFTC	
Christophe Ollivier	AG 2019	2ème vice-président représentant la FNMF	
Christian Sol	AG 2017	Administrateur	
Guy Sudre	AG 2015	Administrateur	
Martine Vély	AG 2015	Trésorier général	
Jean-Yves Viau	AG 2017	Administrateur	
François Yence	AG 2019	Administrateur	

Est invité aux réunions du conseil d'administration de MUTLOG, Willy Gitler, président d'honneur.

Sont invités aux réunions du conseil d'administration de MUTLOG Garanties, Frédéric Berenguer et Yves Potier, présidents d'honneur.

Est invité aux réunions des conseils d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties Marcel Caballero, administrateur honoraire.

Toutes informations ont été données aux commissaires aux comptes en vue de l'élaboration de leur rapport spécial sur les conventions réglementées

Filiales et participations

Prise de participation dans les mutuelles soumises aux dispositions du Livre II du code de la Mutualité :

Aucune prise de participation n'est réalisée dans les sociétés soumises aux dispositions du Livre II du code de la Mutualité.

Liste des organismes avec lesquels les mutuelles constituent un groupe au sens de l'art. L.212-7 :

LE GIE de moyens :

- Les services communs sont étendus à travers le GIE de moyens "GIE Groupe ACMIL" à l'ACMIL, MUTLOG et MUTLOG Garanties
- La part des frais de fonctionnement du GIE prise en charge par les deux mutuelles est de 4 891 121 euros sur un total de 5 400 707 euros, dont :

  - MUTLOG : **3 269 100 euros**, soit **60,53 %** des moyens du GIE
  - MUTLOG Garanties : **1 971 352 euros**, soit **36,50 %** des moyens du GIE.

Convention entre MUTLOG et MUTLOG Garanties :

Dans le cadre de la réorganisation des mutuelles, et dans un esprit d'unité de gestion il convient de noter le :

- mandat de recouvrement des cotisations, y compris la cotisation au Fonds d'entraide donné à Mutlog par décision du Conseil d'Administration du 11 juin 2002 ;
- mandat de paiement des prestations donné à MUTLOG par décision du Conseil d'Administration du 23 octobre 2002.

Ainsi, toutes les opérations effectuées sont enregistrées en compte courant :

- au débit dans les comptes sociaux de MUTLOG Garanties : les cotisations émises nettes d'annulation ;
- au crédit dans les comptes sociaux de MUTLOG Garanties : les prestations payées.

et inversement au compte courant réciproque dans les comptes sociaux de MUTLOG, sachant que les opérations techniques sont générées en écritures comptables dans chacune des mutuelles au moment du fait générateur.

Le solde du compte courant est réglé par la partie débitrice à la partie créditrice dans les meilleurs délais et, a minima, une fois par trimestre.

Transferts financiers entre mutuelles et unions :

Le conseil d'administration constate qu'il n'existe aucun transfert financier entre les mutuelles et des unions.

Autres :

Le conseil d'administration constate qu'il n'existe aucun lien entre la mutuelle et des organismes détenant directement ou indirectement une fraction du capital d'une entreprise régie par le code des assurances.

Autres participations :

Les mutuelles détiennent 10 % du capital social de la SCI Quai de Seine, propriétaire de l'immeuble d'exploitation qui abrite le siège social, pour un montant de 274 408 euros.

Elles détiennent également des parts de la SCI du Palais de la Mutualité pour 188 680 euros.

Les états financiers

Bilan de l'ensemble de combinaison

Compte de résultat de combinaison entre MUTLOG et MUTLOG Garanties

Annexe aux comptes

Bilan de l'ensemble de combinaison

au 31 décembre 2013

ACTIF (en euros)	31 déc. 2013	31 déc. 2012
Ecarts d'acquisition	**-**	**-**
Actifs incorporels - portefeuille de contrats	-	-
Actifs incorporels - autres	36,00	36,00
Actifs incorporels	**36,00**	**36,00**
Terrains et constructions	2 934 126,28	2 854 889,07
Placements dans les entreprises liées et dans des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	-	-
Autres placements	89 393 266,54	86 116 868,81
Placements des entreprises d'assurance	**92 327 392,82**	**88 971 757,88**
Placements représentant les provisions techniques afférentes aux opérations en unités de comptes	**-**	**-**
Placements des entreprises du secteur bancaire	**-**	**-**
Placements des autres entreprises	**-**	**-**
Placements des autres entreprises	**-**	**-**
Titres mis en équivalence	**-**	**-**
Part des garants dans les eng. techn. donnés en substitution	**-**	**-**
Provisions techniques (Vie)	3 969 843,00	4 281 222,41
Provisions techniques (non Vie)	20 944 239,16	21 858 307,20
Provisions techniques des opérations en unités de comptes	-	-
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques	**24 914 082,16**	**26 139 529,61**
Créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance	**2 168 941,11**	**2 506 054,04**
Créances sur la clientèle des entreprises du secteur bancaire	**-**	**-**
Créances sur les entreprises du secteur bancaire	**426 997,31**	**671 554,61**
Autres créances	-	-
Autres actifs	**2 816 069,44**	**2 873 436,91**
Différences de conversion	**-**	**-**
TOTAL DE L'ACTIF	**122 653 518,84**	**121 162 369,05**

PASSIF (en euros)	31 déc. 2013	31 déc. 2012
Fonds d'établissement	8 050 000,00	8 050 000,00
Réserves et report à nouveau	66 031 170,52	60 804 662,46
Résultat de l'exercice	3 030 712,69	5 226 508,06
Fonds de dotation avec droit de reprise	-	-
Subventions nettes	-	-
Fonds propres mutualistes et réserves	**77 111 883,21**	**74 081 170,52**
Intérêts minoritaires	**-**	**-**
Passifs subordonnés	**-**	**-**
Provisions techniques vie	13 299 640,64	13 458 058,04
Provisions techniques non vie	26 488 728,04	27 689 981,21
Provisions techniques brutes	**39 788 368,68**	**41 148 039,25**
Provisions techniques en UC	**-**	**-**
Engagements techniques sur opérations données en substitution	**-**	**-**
Provisions pour risques et charges	**673 650,71**	**530 726,64**
Fonds dédiés	**323 251,63**	**334 303,15**
Dettes nées des opérations d'assurance et de réassurance	**3 672 530,92**	**3 149 273,30**
Dettes envers la clientèle des entreprises du secteur bancaire	**-**	**-**
Dettes représentées par des titres	**-**	**-**
Dettes envers les entreprises du secteur bancaire	**-**	**-**
Autres dettes	**850 834,73**	**1 692 204,41**
Comptes de régularisation passif	**232 998,96**	**226 651,78**
Différence de conversion	**-**	**-**
TOTAL DU PASSIF	**122 653 518,84**	**121 162 369,05**

Compte de résultat

Exercice 2013 (en euros)		
	Opérations Vie	Opérations non Vie
Cotisations émises	10 766 204,38	9 252 014,50
Variation de cotisations non acquises	-	481 434,20
Cotisations acquises	**10 766 204,38**	**9 733 448,70**
Produits d'exploitation bancaires	-	-
Chiffres d'affaires ou produits des autres activités	-	-
Autres produits d'exploitation	**121 940,17**	**671 677,77**
Produits financiers nets de charges	**1 306 873,69**	**1 423 204,50**
Total des produits d'exploitation courants	**12 195 018,24**	**11 828 330,97**
Charges de prestations	-5 442 493,63	-7 051 622,51
Charges de provisions	65 074,05	292 730,53
Autres provisions pour égalisation	-	-
Charges de prestations d'assurance	**-5 377 419,58**	**-6 758 891,98**
Charges ou produits nets des opérations données en substitution	**-**	**-**
Cotisations cédées	-6 823 498,33	-6 243 312,66
Prestations cédées	3 928 307,26	5 206 999,35
Commissions reçues du réassureur	627 675,13	576 771,97
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	**-2 267 515,94**	**-459 541,34**
Charges d'exploitation bancaires	**-**	**-**
Charges des autres activités	**-**	**-**
Frais d'acquisition	-1 653 143,25	-1 039 284,32
Frais d'administration	-1 681 494,02	-1 087 606,53
Autres charges techniques et non techniques	-18 217,72	-2 975,87
Charges de gestion	**-3 352 854,99**	**-2 129 866,72**
Total des charges d'exploitation courante	**-10 997 790,51**	**-9 348 300,04**
Résultat d'exploitation courante	**1 197 227,73**	**2 480 030,93**
Autres produits nets	**-**	**-**
Produits exceptionnels	3 090,02	1 924,34
Charges exceptionnelles	-328,25	-204,88
Résultats exceptionnels	**2 761,77**	**1 719,46**
Impôt sur le résultat	**-171 427,17**	**-479 600,03**
Impact de l'entrée en fiscalité à l'ouverture	**-**	**-**
Résultat intermédiaire	**1 028 562,33**	**2 002 150,36**
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	**-**	**-**
Engagements à réaliser sur ressources affectées	**-**	**-**
Résultat net des entreprises intégrées	**-**	**-**
Quote part des entreprises mises en équivalence	**-**	**-**
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	**-**	**-**
Résultat net de l'ensemble consolidé	**-**	**-**
Intérêts minoritaires	**-**	**-**
Résultat net de l'ensemble combiné	**1 028 562,33**	**2 002 150,36**

31 décembre 2013				31 décembre 2012
Autres activités mutualistes	Activités bancaires	Autres activités	Total N	Total N-1
-	-	-	20 018 218,88	20 813 883,43
-	-	-	481 434,20	757 987,40
-	**-**	**-**	**20 499 653,08**	**21 571 870,83**
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
-	**-**	**-**	**793 617,94**	**1 338 288,69**
	-	**-**	**2 730 078,19**	**2 652 831,14**
-	**-**	**-**	**24 023 349,21**	**25 562 990,66**
-	-	-	-12 494 116,14	-11 831 235,84
-	-	-	357 804,58	1 289 791,07
-	-	-	-	-
	-	**-**	**-12 136 311,56**	**-10 541 444,77**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	-	-	-13 066 810,99	-13 939 496,55
-	-	-	9 135 306,61	8 021 619,50
-	-	-	1 204 447,10	1 203 578,62
	-	**-**	**-2 727 057,28**	**-4 714 298,43**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
	-	-	-2 692 427,57	-2 342 913,33
-	-	-	-2 769 100,55	-2 489 096,28
	-	-	-21 193,59	-25 097,99
-	**-**	**-**	**-5 482 721,71**	**-4 857 107,60**
-	**-**	**-**	**-20 346 090,55**	**-20 112 850,80**
-	**-**	**-**	**3 677 258,66**	**5 450 139,86**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	-	-	5 014,36	88 143,00
-	-	-	-533,13	-183 488,51
-	**-**	**-**	**4 481,23**	**-95 345,51**
-	**-**	**-**	**-651 027,20**	**-757 524,70**
-	**-**	**-**	**-**	**629 238,41**
-	**-**	**-**	**3 030 712,69**	**5 226 508,06**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**-**	**-**
-	**-**	**-**	**3 030 712,69**	**5 226 508,06**

L'annexe aux comptes

Dans le cadre de la réglementation, le règlement du CRC 2002.08 - *(Jo du 25 mai 2003)* étend aux mutuelles régies par le code de la mutualité (article L212-7) l'application du règlement du CRC 2000-05 sur l'obligation d'établir des comptes combinés.
Ces dispositions sont appliquées depuis les comptes de l'exercice 2004.

Le périmètre de combinaison

Par décision des conseils d'administration de MUTLOG et MUTLOG Garanties, la convention de combinaison signée le 26 octobre 2004 définit le périmètre de combinaison :

- **MUTLOG** : mutuelle combinante, qui assure la branche 20 : Vie-décès, perte totale et irréversible d'autonomie.
- **MUTLOG Garanties** : mutuelle combinée, qui assure les branches d'activité :
  - branches 1-2 : invalidité - incapacité
  - branche 16 : perte d'emploi indemnisée

  Les branches d'activité de MUTLOG Garanties sont subordonnées à la branche 20 (Décès - Perte totale et irréversible d'autonomie - PTIA) assurée par MUTLOG.

Les deux mutuelles clôturent leurs comptes au 31 décembre.
Sont exclus du périmètre de combinaison :

- La SCI quai de Seine : les mutuelles détiennent 5 % chacune du capital social, la SCI ne présente aucun endettement financier.
- Le "GIE Groupe ACMIL" : le GIE procède à la répartition des charges et respecte une totale transparence. Le GIE de moyens ne reçoit aucune ressource spécifique, et n'a pas d'endettement financier.

A - Faits caractéristiques de l'exercice

A.1. Les faits marquants des mutuelles :

Les faits survenus au cours de l'exercice sont donc :

■ **POUR MUTLOG et MUTLOG Garanties :**

- Conformément aux résolutions de l'assemblée générale du 12 juin 2013, la mutuelle a décidé :

- La reconduction du traité en excédent de plein pour les prêts bancaires avec le maintien de plein de conservation à 20 000 euros par tête en vie et 2 000 euros d'échéance annuelle du prêt en non vie.
- La reconduction du traité de réassurance en quote part à 50/50 pour les prêts sociaux.
- L'adoption du traité en quote part 75/25 pour le contrat Crédit Coopératif signé à effet mars 2012.
- La reconduction de l'allocation d'une indemnité de fonctions au Président et au Trésorier Général.

■ **POUR MUTLOG :** pas de fait marquant.

■ **POUR MUTLOG Garanties :** pas de fait marquant.

A.2. Les faits marquants à travers le GIE de moyens :

Dans le cadre de la gestion du GIE de moyens "GIE Groupe ACMIL", il convient de noter :

L'Assemblée Générale du GIE du 18 décembre 2013 a décidé de modifier l'article 20 "appropriation des résultats" des statuts une explication est donnée ci-dessous en paragraphe B2.

1 - Investissements :

Il convient de noter également que le GIE a procédé à 29 879,48 euros d'investissements dont notamment :

- La mise à jour du logiciel WINDEV 15 a été comptabilisée en logiciels pour 6 255,08 euros.
- Les dépenses relatives aux enseignes s'élèvent à 2 749,61 euros.
- L'achat de mobilier de bureau pour 3 558,70 euros (armoire et fauteuil).
- L'achat d'un rétroprojecteur pour 1 448,31 € et d'un fax pour 381,53 euros.
- L'achat d'ordinateurs pour 9 454,83 euros.

2 - Estimation des engagements sociaux pour le compte des mutuelles :

- Les estimations des provisions IFC et Médailles du travail sont faites selon la méthode actuarielle. A fin 2013, le taux d'actualisation utilisé est de 1,49 % contre 1,16 % en 2012, et correspond à la moyenne déflatée des taux de rendement des OAT TEC 10, compte tenu de la prise en compte du taux d'inflation dans l'évolution des salaires.
- Lors de l'Assemblée Générale du GIE du 18 décembre 2013, il a été décidé de modifier comme suit l'article 20 "appropriation des résultats" des statuts.

Nouvelle rédaction de l'article 20 :

L'objet du groupement n'est pas de réaliser des bénéfices pour lui-même.

L'ensemble des charges du GIE est répercuté auprès des membres sous forme d'appels de fonds dans la limite des règles fiscales. Les variations de charges non refacturées feront apparaître un résultat.

Ces écarts de résultat seront affectés aux membres au moment où ils deviendront des charges payées.

Dans cette attente et pour matérialiser leur engagement solidaire, les membres s'engagent à provisionner dans leurs propres comptes à chaque clôture la part des écarts de résultat du GIE leur revenant relatives aux provisions pour risques et charges".

Suite à cette décision, les provisions pour risques et charges sur exercices antérieurs ont fait l'objet d'un retraitement au niveau du résultat d'exploitation.

En contrepartie de ces charges non appelées, les membres ont émis leurs lettres d'engagement solidaires pour prendre en charge la part du résultat déficitaire du GIE leur revenant.

L'engagement de MUTLOG de 374 800 euros et celui de MUTLOG Garanties de 298 850,21 euros font l'objet d'une provision pour charge non appelée par le GIE Groupe Acmil dans les comptes sociaux.

Cette charge non appelée est retraitée dans les comptes combinés.

3 - Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - CICE :

Le CICE est entré en vigueur depuis le 1er janvier 2013 pour toutes les entreprises embauchant des salariés et soumises à l'impôt sur les sociétés. Il est calculé sur le montant des rémunérations inférieures à 2,5 Smic calculés pour un an.

Le CICE calculé au sein du GIE Groupe Acmil a été comptabilisé au débit d'un sous-compte 444000 Etat- Impôt sur les sociétés par le crédit d'un compte 649000 - CICE.

Le montant du CICE a été refacturé pour chaque membre du GIE Groupe Acmil en fonction de la clé de répartition Frais de personnel. Par transparence du GIE, le compte 444100 est soldé et le crédit d'impôt est constaté dans la comptabilité des membres et dans leurs déclarations fiscales.

B - Référentiel comptable et réglementaire

B.1. Notes sur les règles et méthodes de la mutuelle :

Les comptes combinés de l'exercice 2013 ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur applicable aux mutuelles, résultant des règlements du Comité de la Réglementation Comptable, des arrêtés ministériels, de l'arrêté du 2 mai 2002 relatif aux règles prudentielles, et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes combinés sont établis par intégration globale.

Les comptes sociaux des deux mutuelles respectent l'homogénéité des méthodes utilisées tant dans la valorisation des actifs et / ou dépréciation de ces derniers, que dans l'évaluation des amortissements et provisions à caractère général gérés au sein du GIE de moyens.

Les comptes courants (créances et dettes) existant entre MUTLOG et MUTLOG Garanties sont neutralisés dans les comptes combinés.

Il en est de même des :

- Opérations éventuelles affectant le tableau des engagements reçus et des engagements donnés.
- Provisions pour risque d'exigibilité.

B.2. Notes sur les règles et méthodes du GIE de moyens :

Les charges et produits d'exploitation du GIE Groupe ACMIL ont été répartis entre les membres sur la base de critères identifiables et justifiables en fonction de l'activité et des volumes traités, et conformément aux clés de répartition approuvées par les instances statutaires.

Les dépenses d'investissements font l'objet d'un suivi spécifique en comptes courants tant au niveau global pour le GIE qu'au niveau de chaque membre.

C-Informations sur les postes de l'actif du bilan

C.1. Les actifs incorporels, placements immobiliers et actifs corporels d'exploitation :

Les actifs sont valorisés au coût historique.
Les actifs incorporels, placements immobiliers et actifs corporels d'exploitation sont détaillés ci-dessous :

	Valeur brute au 31/12/2012	Augmentation	Diminution et transfert	Valeur brute au 31/12/2013	Amortissement prov. pour dépréciation	Montant net au 31/12/2013
Actifs incorporels						
- Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
- Frais de développement	-	-	-	-	-	-
- Autres actifs incorporels	36,00	-	-	36,00		36,00
Total actifs incorporels	**36,00**	**-**	**-**	**36,00**	**-**	**36,00**
Placements immobiliers						
Terrains et constructions						
- Terrains et constructions	2 587 088,63	-	-	2 587 088,63	-316 140,59	2 270 948,04
- Parts de sociétés cotées à objet foncier	-	-	-	-	-	-
- Immeubles bâtis hors immeuble d'exploitation	-	-	-	-	-	-
- Parts et actions en sociétés immobilières non côtées	463 088,24	200 090,00	-	663 178,24	-	663 178,24
- Immeubles d'exploitation	-	-	-	-	-	-
Terrains et constructions en cours	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
- Terrains affectés à une construction en cours	-	-	-	-	-	-
- Immeubles en cours	-	-	-	-	-	-
- Immeubles d'exploitation en cours	-	-	-	-	-	-
Total placements immobiliers	**3 050 176,87**	**200 090,00**	**-**	**3 250 266,87**	**-316 140,59**	**2 934 126,28**
Total titres de propriété	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Total autres titres de placements	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Actifs corporels d'exploitation						
- Dépôts et cautionnements	91 469,42	-	-	91 469,42	-	91 469,42
- Actifs corporels d'exploitation (C/C investissements du GIE)	1 314 949,21	34 895,70	-354 557,56	995 287,35	-	995 287,35
Total actifs corporels d'exploitation	**1 406 418,63**	**34 895,70**	**-354 557,56**	**1 086 756,77**	**-**	**1 086 756,77**
TOTAL GENERAL	**4 456 631,50**	**234 985,70**	**-354 557,56**	**4 337 059,64**	**-316 140,59**	**4 020 919,05**

Les **placements immobiliers** sont constitués :

- de l'immeuble de bureau sis au 10 rue Riquet - Paris 19e (valeur : 2 587 000 euros).
- de parts de la SCI quai de Seine détenues à hauteur de 10 %, dont 5 % par MUTLOG et 5 % par MUTLOG Garanties, SCI propriétaire du siège social des 2 mutuelles.
- De parts de la SCI Palais de la Mutualité pour 94 000 euros pour chacune des mutuelles.
- De parts de la SCPI Pierval Santé à hauteur de 200 000 euros.

Le poste immeuble de bureau est composé du terrain et des structures et composants. L'amortissement pratiqué est linéaire :

	Valeur brute 01/01	Augmen-tation	Diminution	valeur brute 31/12	taux d'amor-tissement	Amortisse-ments fin d'exercice	Valeur nette	dotation de l'exercice	Durée d'amortisse-ment
Terrain	530 000,00			530 000,00			**530 000,00**		
Gros œuvre Structure	642 000,00			642 000,00	2,50 %	112 350,00	**529 650,00**	16 050,00	40 ans
Etanchéité	160 500,00			160 500,00	5,00 %	56 175,00	**104 325,00**	8 025,00	20 ans
Chauffage	56 612,10			56 612,10	6,67 %	5 986,92	**50 625,18**	3 774,14	15 ans
Climatisation	236 046,65			236 046,65	6,67 %	24 962,74	**211 083,91**	15 736,44	15 ans
Electricité	179 619,81			179 619,81	6,67 %	18 995,41	**160 624,40**	11 974,65	15 ans
Façades	36 673,60			36 673,60	6,67 %	3 657,32	**33 016,28**	2 444,91	15 ans
Plomberie	48 578,87			48 578,87	6,67 %	4 844,58	**43 734,29**	3 238,59	15 ans
Menuiseries ext.	201 934,04			201 934,04	5,00 %	15 103,56	**186 830,48**	10 096,70	20 ans
Agencements int.	495 123,56			495 123,56	10,00 %	74 065,06	**421 058,50**	49 512,36	10 ans
Total	**2 587 088,63**	**-**	**-**	**2 587 088,63**		**316 140,59**	**2 270 948,04**	**120 852,79**	

Soit :

	Valeur brute 01/01	Augmen-tation	Diminution	Valeur brute 31/12	Taux d'amort.	Amortisse-ments fin d'exercice	Valeur nette	Dotation de l'exercice
Terrain	530 000,00			530 000,00			**530 000,00**	
Immeuble	2 057 088,63	-	-	2 057 088,63		316 140,59	**1 740 948,04**	120 852,79
Total	**2 587 088,63**	**-**	**-**	**2 587 088,63**		**316 140,59**	**2 270 948,04**	**120 852,79**

Les **actifs corporels d'exploitation** sont constitués à travers le compte courant sur investissements du GIE de moyens : "GIE groupe ACMIL", en conséquence, seules les immobilisations corporelles du bien immeuble sont portées en propre par MUTLOG.

Les acquisitions d'immobilisations sont financées par les membres et leur montant est inscrit au crédit des comptes courants Investissements respectifs des membres, la répartition de leur financement étant faite en fonction de clés retenues pour les amortissements de l'année d'investissement.

Les comptes courants sont remboursés aux membres au rythme de comptabilisation des amortissements et proportionnellement aux montants apportés par chacun

Au niveau du GIE le total des soldes des comptes courants "Investissements" des membres est égal à la valeur nette comptable des immobilisations acquises. Les taux d'amortissement pratiqués sont conformes aux préconisations du Plan Comptable Général.

C.2. Les autres placements :

Il convient de distinguer les valeurs amortissables des valeurs non amortissables.

C.2.1. Les valeurs amortissables :

En application de l'article R 212-52 du décret n° 2002 - 720 du 2 mai 2002 les valeurs amortissables sont comptabilisées à la valeur d'acquisition -hors coupons courus- augmentée de la différence entre ce prix d'acquisition et la valeur de remboursement (décote), qui est répartie sur la durée résiduelle des titres, ligne à ligne selon le mode actuariel.

Conformément à l'article R 212-52 du code de la mutualité, une provision pour dépréciation est constituée si le débiteur n'est pas en mesure de respecter ses engagements (paiement des intérêts et remboursement du principal).

La réserve de capitalisation, lorsqu'elle est constituée dans les comptes sociaux, est retraitée dans les comptes combinés.

C.2.2. Les valeurs non amortissables :

Les valeurs non amortissables, autres que les valeurs mentionnées précédemment, sont inscrites au bilan à leur prix d'achat ou leur prix de revient à la date d'acquisition.

En application de l'article R 212-53, ces valeurs non amortissables donnent lieu à l'analyse ligne par ligne afin de constituer si besoin **une provision pour dépréciation à caractère durable.**

Pour l'arrêté des comptes 2013, les critères suivants ont été retenus pour déterminer la nécessité ou non de constater une provision pour dépréciation durable :
- une moins-value égale ou supérieure à 20 % du prix d'achat pendant 6 mois consécutivement avant la clôture
- l'existence d'une provision pour dépréciation durable à l'ouverture
- l'existence d'informations laissant penser que le titre a perdu durablement de sa valeur

Lorsque la nécessité de constater une provision pour dépréciation durable se réalise alors celle-ci est calculée par différence entre le cours du titre à la clôture et son prix d'achat.

Au 31 décembre 2013, la provision pour dépréciation à caractère durable est de 756 211 euros.

L'ensemble des placements en valeur nette comptable est de **92 327 392** euros et se répartit de la façon suivante :
- MUTLOG : .....48 338 484 euros
- MUTLOG Garanties :.....43 988 908 euros
- TOTAL valeur nette : .....**92 327 392 euros**

Les placements sont constitués de :

Parts détenues sur la SCI quai de Seine :	274 408 euros
Parts détenues de la SCI Palais de la Mutualité	188 680 euros
Parts détenues de la SCPI Pierval Santé	200 090 euros
Terrains et constructions - 10 rue Riquet	2 270 948 euros
Autres placements :	89 393 266 euros
	92 327 392 euros

Autres placements : valeurs brutes - valeurs nettes	Valeur brute au 31/12/2012	Différence de rembt à percevoir	Augmentation	Diminution et transfert	Valeur brute au 31/12/2013	Amortissement prov. pour dépréciation	Montant net au 31/12/2013
Autres placements							
Actions	2 131 588,16	-	-	-	2 131 588,16	-573 908,47	1 557 679,69
Actions non cotées	1 208 299,00	-	399 776,00	-	1 608 075,00	-	1 608 075,00
OPCVM	31 861 581,88	-	7 407 335,93	-3 516 157,78	35 752 760,03	-182 303,05	35 570 456,98
Dépôts au SFG	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total : valeurs non amortissables	**35 201 469,04**		**7 807 111,93**	**-3 516 157,78**	**39 492 423,19**	**-756 211,52**	**38 736 211,67**
Obligations	38 132 860,68	186 159,55	-	-1 346 054,95	36 972 965,28	-	36 972 965,28
Certificat de dépôts	-	-	-	-	-	-	-
Compte sur livret	11 000 000,00	-	-	-	11 000 000,00	-	11 000 000,00
Autres dépôts	1 600 000,00	-	-	-	1 600 000,00	-	1 600 000,00
Titres subordonnés à durée indéterminée	600 000,00	-	-	-	600 000,00	-	600 000,00
Autres titres subordonnés	450 000,00	-	-	-	450 000,00	-	450 000,00
Autres prêts	4 968,46	-	30 000,00	-878,87	34 089,59	-	34 089,59
Total Autres placements	**86 989 298,18**	**186 159,55**	**7 837 111,93**	**-4 863 091,60**	**90 149 478,06**	**-756 211,52**	**89 393 266,54**
A2d - Dépôts espèces chez les cédantes	-	-	-	-	-	-	-
Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes	-	-	-	-	-	-	-
A2d - Total dépôts espèces chez les cédantes	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

Sur les valeurs non amortissables, la provision pour dépréciation à caractère durable est :

Mouvement de la provision pour dépréciation à caractère durable	
Provisions pour dépréciation à caractère durable au 1er janvier	-1 031 359,00
Provisions pour dépréciation sur les dépôts au 1er janvier	-
Dotations de l'exercice	-
Variation de l'exercice sur les dépôts	-
Variation de l'exercice	275 147,48
Montants nets provisions sur les valeurs non amortissables	**-756 211,52**

En application de l'article R 212-24, ces valeurs non amortissables donnent lieu à une analyse globale afin de constituer une **provision pour risque d'exigibilité** dès lors que la valeur globale inscrite au bilan des placements visés à l'article R.212-53 -après déduction faite de la provision pour dépréciation à caractère durable - est supérieure à la valeur globale des placements évalués selon les règles de l'article R212-54 (valeur de réalisation). La provision à constituer est égale à la différence constatée entre les deux évaluations.

La provision pour risque d'exigibilité n'a pas lieu d'être constatée.

La provision pour risque d'exigibilité est une provision technique.

Etat récapitulatif des placements 2013	Valeur brute inscrite au bilan	Valeur nette	Valeur de réalisation	PDD
- I - Placements (détail des postes A2 et A3 de l'actif)				
Total 1- Placements immobiliers et placements immobiliers en cours	3 250 267	2 934 126	3 910 709	-
- Dans l'OCDE	3 250 267	2 934 126	3 910 709	-
- Hors de l'OCDE	-	-	-	-
Total 2 - Actions et autres titres à revenus variables autres que les parts d'OPCVM	3 739 663	3 165 755	4 315 473	573 908
- Dans l'OCDE	3 739 663	3 165 755	4 315 473	573 908
- Hors de l'OCDE	-	-	-	-
Total 3 - Parts d'OPCVM autres que celles visées au point 4	35 752 760	35 570 457	35 774 295	182 303
- Dans l'OCDE	35 752 760	35 570 457	35 774 295	182 303
- Hors de l'OCDE	-	-	-	-
Total 4 - Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenus fixes	-	-	-	-
Total 5 - Obligations et autres titres à revenus fixes	37 836 805	38 022 965	40 236 190	-
- Dans l'OCDE	37 836 805	38 022 965	40 236 190	-
- Hors de l'OCDE	-	-	-	-
Total 6 - Prêts hypothécaires	-	-	-	-
Total 7 - Autres prêts et effets assimilés	34 089	34 089	34 089	-
- Dans l'OCDE	34 089	34 089	34 089	-
- Hors de l'OCDE	-	-	-	-
Total 8 - Dépôts auprès des cédantes	-	-	-	-
Total 9 - Dépôts (autres que le 8) et cautionnement en espèces	12 600 000	12 600 000	12 600 000	-
- Dans l'OCDE	12 600 000	12 600 000	12 600 000	-
- Hors de l'OCDE	-	-	-	-
Total 10 - Actifs réprésentatifs des opérations en unités de comptes	-	-	-	-
TOTAL des lignes 1 à 10 :	**93 213 584**	**92 327 392**	**96 870 756**	**756 211**
a) Dont				
- Placements évalués selon l'article R 212-52 (titres amortissables)	37 836 805	38 022 965	40 236 190	
- Placements évalués selon l'article R 212-53 (titres non amortissables)	42 776 779	41 704 427	44 034 566	
- Placements évalués selon l'article R 212-37 (garanties à capital variable)				
	80 613 584	79 727 392	84 270 756	
b) Dont				
- valeurs affectables à la représentation des provisions techniques autres que celles-ci-dessous	80 613 584	79 727 392	84 270 756	
- valeurs garantissant les engagements pris au titre de la branche 25				
- valeurs déposées chez les cédantes				
- valeurs affectées aux provisions techniques au titre de la branche 26				
- autres affectations ou sans affectation				
	80 613 584	79 727 392	84 270 756	
- II - Actifs affectables à la représentation des provisions techniques (autres)	-	-	-	
- III - Valeurs appartenant à des organismes au titre de la branche 25	-	-	-	

C.3. Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques :

Il convient de considérer deux types de traité de réassurance : la population de transfert des garanties emprunteurs en provenance de la FNMF et la population d'origine des deux mutuelles.

C.3.1. Population de transfert en provenance de la FNMF :

Cette population est réassurée par un traité de réassurance proportionnel en quote part à 100 % auprès de MUTRé SA.

C.3.2. Population d'origine des mutuelles :

Ces populations sont réassurées, depuis 1992, par des traités de réassurance proportionnels en excédent de plein ou en quote part auprès de MUTRé SA. Ces traités sont appliqués dossier à dossier afin de distinguer la charge des Mutuelles (part en rétention) de celle du réassureur (part en cession), soit :

Traité applicable	Activité vie pour **MUTLOG :** base capital emprunté	Activité non vie pour **MUTLOG Garanties :** base l'annuité du prêt
En **excédent de plein :** prêts sociaux et prêts bancaires		
> 1992 - 1997 - U - 102 et U 103	3 811,20 euros par prêt	381,12 euros d'annuité
> 1998 - 2000 - U 118	3 811,20 euros par prêt	381,12 euros d'annuité
> 2001 - 2003 - U 118	4 573,47 euros par prêt	457,34 euros d'annuité
> 2004 - 2005 - 08T000117	6 100,00 euros par prêt	610,00 euros d'annuité
> 2006 - 08T000117	10 000,00 euros par prêt	1 000,00 euros d'annuité
En **excédent de plein** : prêts bancaires > 2007 - 2013 - 08T000117	20 000,00 euros par prêt	2 000,00 euros d'annuité
En **quote part** : prêts sociaux > 2007 - 2013 - 08T000173	Quote part 50 / 50	Quote part 50 / 50
En **quote part** : prêts de la convention Crédit Coopératif > Mars 2012 - 2013 - 09T000264	Quote part 75 / 25	Quote part 75 / 25
En **quote part** : prêts PASS Foncier (assortis d'une caution CNP) > 2009 - 2013 - 09T000223	Quote part 50 Mutlog / Quote part 37,50 MUTRé Quote part 12,50 CNP	Quote part 50 Mutlog / Quote part 37,50 MUTRé Quote part 12,50 CNP

Au-delà de cette conservation, le solde est cédé au réassureur.
Les ratios sont constants jusqu'à extinction de l'amortissement du contrat hors avenant.

Ce traité prévoit un compte de participation bénéficiaire avec - si le compte est excédentaire - la répartition suivante :
- 45 % à la constitution d'un fonds de stabilité
- 35 % à la cédante
- 20 % au réassureur

Les comptes courant du réassureur font l'objet de régularisations trimestrielles.
La part des cessionnaires est constituée de :

Part des cessionnaires	2013	2012
MUTLOG		
Provisions mathématiques (Vie)	754 360,27	815 597,89
Provisions pour sinistres (Vie) PSP	3 215 482,73	3 465 624,52
	3 969 843,00	**4 281 222,41**
MUTLOG Garanties		
Provisions pour cotisations non acquises (Non-Vie) AT	540 472,31	681 824,14
Provisions pour cotisations non acquises (Non-Vie) PEI	129 789,91	177 356,27
Provisions pour risque croissant (Non-Vie) AT	238 600,00	340 500,00
Provisions pour sinistres (Non-Vie) PSP AT	4 039 532,25	4 257 556,37
Provisions pour sinistres (Non-Vie) PSP PEI	451 773,45	614 588,77
Provisions pour sinistres (Non-Vie) PM AT	15 016 619,09	15 141 200,71
Provisions pour sinistres (Non-Vie) PM PEI	527 452,15	645 280,94
	20 944 239,16	**21 858 307,20**
TOTAL	**24 914 082,16**	**26 139 529,61**

La part des provisions techniques du réassureur relative :

- aux cotisations non acquises fait l'objet d'un dépôt reçu du cessionnaire, elle est portée dans le poste du passif **"dettes nées des opérations d'assurance"**.
- aux prestations à payer (provisions pour prestations à payer et provisions mathématiques) est déposée en les livres du réassureur. En contrepartie, les mutuelles disposent d'un engagement reçu **assorti d'un contrat de nantissement**.

Face aux règles applicables à la constitution de l'exigence de marge de solvabilité, et le principe de plafonnement du ratio de cession, ce portefeuille - cédé en moyenne à plus de 50 % - génère un besoin de marge de solvabilité supplémentaire.

C.4. Les créances :

Les **créances** nées d'opérations d'assurance sont essentiellement dues :

- à la contrepartie des cotisations restant à émettre enregistrées en résultat, dans le principe de rattachement à l'exercice, la provision pour cotisations acquises non émise est calculée *prorata temporis* dossier à dossier en fonction de la périodicité retenue.
- aux créances restant à recouvrer à la fin de l'exercice.

Créances nées d'opérations d'assurance	2013	2012
Cotisations restant à émettre DC	1 191 044,75	1 277 560,25
Cotisations restant à émettre AT	817 325,98	943 176,93
Cotisations restant à émettre PEI	152 395,78	168 302,68
Cotisations restant à annuler	-299 934,04	-239 749,00
Cotisations restant à émettre	**1 860 832,47**	**2 149 290,86**
Créances restant à recouvrer	**308 108,64**	**356 763,18**
TOTAL	**2 168 941,11**	**2 506 054,04**

L'ensemble des créances est à échéance de moins d'un an.
Les créances ne comportent pas de risque de recouvrement, il n'y a pas lieu de constituer une dépréciation.

D - Informations sur les postes du passif du bilan

D.1. Les fonds propres et réserves :

Les fonds propres et réserves sont constitués conformément aux décisions prises en assemblée générale des mutuelles.

Les fonds propres et les réserves sont constitués de :

	2012	Affectation de résultat	Autres	Résultat de l'exercice	2013
Fonds d'Etablissement					
Fonds d'établissement MUTLOG	1 500 000	-	-	-	1 500 000
Fonds d'établissement MUTLOG Garanties	1 550 000	-	-	-	1 550 000
Apport sans droit de reprise	5 000 000	-	-	-	5 000 000
	8 050 000	**-**	**-**	**-**	**8 050 000**
Réserves & report à nouveau					
Réserves MUTLOG	27 256 435	1 270 339	-	-	28 526 774
Réserves MUTLOG Garanties	33 548 227	3 461 498	-	-	37 009 725
Impact de l'impôt différé	-	494 672	-	-	494 672
Report à nouveau MUTLOG	-	-	-	-	-
Report à nouveau MUTLOG Garanties	-	-	-	-	-
	60 804 662	**5 226 509**	**-**	**-**	**66 031 171**
Résultat de l'exercice					
Retraitement de la PRE	-	-	-	-	-
Retraitement de l'impôt différé	494 672	-494 672	-	116 044	116 044
Résultat de l'exercice MUTLOG	1 270 339	-1 270 339	-	967 141	967 141
Résultat de l'exercice MUTLOG Garanties	3 461 498	-3 461 498	-	1 947 527	1 947 527
	5 226 509	**-5 226 509**	**-**	**3 030 712**	**3 030 712**
TOTAL	**74 081 171**	**-**	**-**	**3 030 712**	**77 111 883**

Les fonds propres de l'ensemble de combinaison évoluent de la manière suivante :

	Fonds d'établissement	Réserves	Résultat de l'exercice	Fonds de dotation	Total des fonds propres
Situation au 31 décembre 2005	**3 050 000**	**18 643 688**	**3 022 454**	**-**	**24 716 142**
Mouvements	5 000 000	3 022 454	13 388 738	-	-
Situation au 31 décembre 2006	**8 050 000**	**21 666 142**	**13 388 738**	**-**	**43 104 880**
Mouvements	-	13 388 738	6 935 446	-	-
Situation au 31 décembre 2007	**8 050 000**	**35 054 880**	**6 935 446**	**-**	**50 040 326**
Mouvements	-	6 935 446	5 949 725	-	-
Situation au 31 décembre 2008	**8 050 000**	**41 990 326**	**5 949 725**	**-**	**55 990 051**
Mouvements	-	5 949 725	6 292 066	-	-
Situation au 31 décembre 2009	**8 050 000**	**47 940 051**	**6 292 066**	**-**	**62 282 117**
Mouvements	-	6 292 066	2 518 414	-	-
Situation au 31 décembre 2010	**8 050 000**	**54 232 117**	**2 518 414**	**-**	**64 800 531**
Mouvements	-	2 518 414	4 054 131	-	-
Situation au 31 décembre 2011	**8 050 000**	**56 750 531**	**4 054 131**	**-**	**68 854 662**
Mouvements	-	4 054 131	5 226 508	-	-
Situation au 31 décembre 2012	**8 050 000**	**60 804 662**	**5 226 508**	**-**	**74 081 170**
Mouvements	-	5 226 508	3 030 712	-	-
Situation au 31 décembre 2013	**8 050 000**	**66 031 170**	**3 030 712**	**-**	**77 111 882**

Les réserves sont constituées de :

	MUTLOG	MUTLOG Garanties	Total
Réserves libres	27 769 937,14	34 633 435,89	62 403 373,03
Impact de l'impôt différé	252 920,04	241 751,49	494 671,53
Réserve spéciale de solvabilité	711 393,77	2 117 353,90	2 828 747,67
Réserve de capitalisation	45 442,90	258 935,39	304 378,29
	28 779 693,85	**37 251 476,67**	**66 031 170,52**

D.2. Les provisions techniques brutes :

1°) Provisions techniques (vie) :

La provision mathématique vie représente la différence entre les valeurs actuelles des engagements pris par la mutuelle (probabilité de devoir payer des prestations), *d'une part, et par les membres participants* (engagement des adhérents à payer les cotisations), *d'autre part.*

Cette provision est calculée à partir des données individuelles des prêts et par l'utilisation de la table d'expérience certifiée fin 2005, puis en 2010 dans le cadre de la certification quinquennale, et suivi annuel en 2013.

Au regard des spécificités des garanties emprunteurs, le calcul est opéré par groupes de risques homogènes d'emprunteurs. Sur une analyse des principes économiques réalistes et les plus probables, la notion de groupe homogène s'entend par critère :

> de taux d'intérêts des prêts (ce qui équivaut à la notion d'année d'entrée en assurance, voire de groupes d'année dans le cas où les taux d'intérêts seraient similaires).

> de durée résiduelle (ce qui équivaut aux années de terme des contrats ou groupe de durée résiduelle, selon les horizons plus ou moins long terme). Au titre de cet exercice, les horizons sont très lointains.

> de structure de tarification.

Le segment des prêts PASS FONCIER® fait l'objet d'un suivi particulier.

Les provisions sont mesurées en prix public et intègrent la part de cotisations non acquises.

Compte tenu du niveau de réassurance, la part du cessionnaire est établie à hauteur de 100 %.

Au regard de la mise en œuvre coûteuse et disproportionnée face au résultat attendu, l'ensemble combiné ne retraite pas de frais d'acquisition reportés.

Les provisions brutes d'assurance vie sont résumées dans le tableau ci-dessous :

	Situation au 01/01/2013	Dotation	Reprise	Situation au 31/12/2013
Provision mathématique vie	2 180 597	179 400	244 474	2 115 524

2°) Provision pour prestations à payer (vie et non vie) :

Cette provision représente la couverture de la probabilité de porter une charge imputable à l'exercice et qui résulte d'évènements en cours à la clôture de l'exercice.
Elle représente : *"La valeur estimative des dossiers non réglés ou réglés mais non payés à la clôture de l'exercice"*.

Cette provision est constituée de :

- **Dossiers connus** : dossier à dossier pondéré de la quotité assurée et sur la base :
  - Du capital restant dû.
  - De l'annuité du prêt, du nombre de jours imputables à l'exercice et restant à payer entre la dernière prestation et la date de clôture - nombre de jours diminué éventuellement des 90 jours de franchise.
- **Dossiers tardifs** tels qu'il ressort de l'analyse statistique des dossiers connus tardivement rapportée aux dossiers en cours de service.
- Coût de gestion rapporté aux montants des provisions brutes et estimé à :
  - **8,22 %** du montant des provisions brutes pour le décès (au lieu de 7,03 % l'an passé).
  - **4,81 %** du montant des provisions brutes pour l'incapacité (au lieu de 4,98 % l'an passé).
  - **7,30 %** du montant des provisions brutes pour la perte d'emploi (au lieu de 7,10 % l'an passé).

3°) Provision mathématique (non vie) :
La provision mathématique représente l'estimation d'un engagement futur et individualisé entre la mutuelle et les adhérents, et qui résulte d'un évènement en cours à la date de clôture.
Elle représente la valeur des engagements respectivement pris par la mutuelle et portant sur :

a) les indemnités calculées sur la base de l'échéance du prêt garanti,
b) le capital restant dû.

selon des différentes typologies d'incapacité ou d'invalidité.

Cette provision constituée sur la base des sinistres déclarés, calculée dossier à dossier corrigée du taux de la quotité assurée, avec l'emploi des tables :

- Loi de maintien en incapacité (T1 - décret décembre 2010)
- Probabilité de passage d'incapacité en invalidité (T2 - décret décembre 2010)
- Loi de maintien en invalidité (T3 - décret décembre 2010)
- Table de maintien en chômage

Les coefficients tiennent compte d'un taux d'actualisation de 2,23 %.

De plus, conformément aux engagements, les provisions tiennent compte le cas échéant de la durée restant à courir du prêt.

Cette provision est augmentée d'un coût de gestion estimé à :
- **4,81 %** du montant des provisions brutes pour l'incapacité.
- **7,30 %** du montant des provisions brutes pour la perte d'emploi.

S'agissant des dossiers non encore connus au moment de l'arrêté des comptes (dossiers tardifs), cette provision est établie sur la méthode des cadencements (méthode Chain Ladder).

4°) Provision pour égalisation :

Pour l'assurance vie, il n'y a pas lieu de constituer la provision pour égalisation. Pour l'assurance non vie, la provision pour égalisation constituée au cours des exercices précédents fait l'objet d'une reprise intégrale.

5°) Provision pour risque d'exigibilité :
La provision pour risque d'exigibilité est évoquée dans le paragraphe C2.2.

Compte tenu de l'appréciation des marchés, il n'y a pas lieu de constituer la provision pour risque d'exigibilité.

6°) Provision pour risque croissant (non vie) :

La provision pour risque croissant représente la différence entre les valeurs actuelles des engagements pris par la mutuelle (probabilité de devoir payer des prestations), d'une part, et par les membres participants (engagement des adhérents à payer les cotisations), d'autre part.

Cette provision a donné lieu à des études réalisées à partir des données individuelles des prêts du portefeuille de MUTLOG Garanties.

De manière prospective sont estimées : les cotisations restant à encaisser face à la probabilité de devoir payer des prestations, et donc les charges futures des prestations.

Au regard des spécificités des garanties emprunteurs, le calcul est opéré par groupes de risques homogènes d'emprunteurs. Sur une analyse des principes économiques réalistes et les plus probables, la notion de groupe homogène s'entend par critère :

> de taux d'intérêts des prêts (ce qui équivaut à la notion d'année d'entrée en assurance, voire de groupes d'année dans le cas où les taux d'intérêts seraient similaires).

> de durée résiduelle (ce qui équivaut aux années de terme des contrats ou groupe de durée résiduelle, selon les horizons plus ou moins long terme). Au titre de cet exercice, les horizons sont très lointains.

> de structure de tarification.

Le segment des prêts PASS FONCIER® est un groupe fermé dont le profil des prêts est très différent (durée longue avec un important différé d'amortissement), fait l'objet d'un suivi particulier.

Les provisions sont mesurées en prix public et intègrent la part de cotisations non acquises.

Compte tenu du niveau de réassurance, la part du cessionnaire est établie à hauteur de 100 %.

7°) Provision pour participation aux excédents (vie) :

Pour l'assurance vie il y a lieu de constituer, une provision pour participation aux excédents. Selon l'article L 212-5 du Code de la Mutualité, *"Les mutuelles et les unions font participer, dans des conditions fixées par décret, leurs membres participants et les bénéficiaires désignés aux excédents techniques et financiers des opérations dépendant de la durée de la vie humaine qu'elles réalisent"*.

La participation aux excédents est déterminée par un compte de participation aux résultats auquel est ajoutée une participation au solde du compte financier et est déduite le solde de réassurance cédée.

D'après l'article D 212-4 du Code de la Mutualité, il n'y a pas de dotation à la participation aux excédents pour l'exercice.

Les sommes portées à la provision pour participation aux excédents peuvent être portées à la provision mathématique ou versées aux participants au cours des huit exercices suivants celui au titre duquel elles ont été portées à la provision pour participation aux excédents.

Montant brut au Passif	31/12/2012	Dotation	Reprise	31/12/2013
Provision pour PPE	7 024 170,02	-	-	7 024 170,02

La provision pour participation aux excédents s'élève à 7 024 170 euros.

8°) Répartition des provisions entre l'assurance vie et l'assurance non vie :

Passif réglementé	2013	2012
Provisions pour Vie	2 115 523,93	2 180 597,98
Provisions pour sinistres Vie	4 159 946,69	4 253 290,04
Provisions pour participations aux excédents	7 024 170,02	7 024 170,02
Provisions pour risque d'exigibilité	-	-
Total provisions VIE	***13 299 640,64***	***13 458 058,04***
Provisions pour cotisations non acquises Non-Vie	1 813 884,77	2 295 318,97
Provisions pour sinistres Non-Vie restant à payer	5 620 903,61	6 046 644,19
Autres provisions techniques Non-Vie	19 053 939,66	19 348 018,05
Provisions pour égalisation (Non-Vie)	-	-
Provisions pour risque d'exigibilité	-	-
Total provisions NON-VIE	***26 488 728,04***	***27 689 981,21***
Total provisions techniques	**39 788 368,68**	**41 148 039,25**
Dettes privilégiées	25 073,56	711 579,12
Total Passif réglementé	**39 813 442,24**	**41 859 618,37**

D.3. Les provisions pour risques et charges :

Les provisions pour risques et charges correspondent essentiellement aux engagements sociaux moyen et long terme Ces engagements sont en compte courant par le GIE. Ces charges ne sont pas refacturées par le GIE de moyen à ses membres. Les mutuelles constatent dans leurs comptes sociaux une provision pour charge non appelées.

La part de provision revenant aux mutuelles est de :	2013	2012
MUTLOG	374 801	287 348
MUTLOG Garanties	298 850	243 378
TOTAL	**673 651**	**530 726**

Les variations aux provisions pour risques et charges sont :

Montant brut au Passif	01/01/2013	Dotation	Reprise	31/12/2013
Provision pour risques et charges	530 726,64	142 924,07	-	673 650,71

D.4. Les dettes :

Les **dettes** nées d'opérations d'assurance sont essentiellement dues :

- à la provision pour cotisations à annuler.
- aux dettes pour dépôts espèces.
- au compte courant du réassureur relatif aux traités de réassurance.

Dettes nées d'opérations d'assurance	2013	2012
Dettes pour dépôt espèces vie	620 360,27	724 297,89
Dettes pour dépôts espèces non vie	767 821,94	920 662,06
Dettes nées des opérations d'assurance vie	2 000 505,86	870 537,24
Dettes nées des opérations d'assurance non vie	283 842,85	633 776,11
TOTAL	**3 672 530,92**	**3 149 273,30**

La ventilation par échéance est :

Autres dettes	2013	Court terme	Moyen terme
Dettes pour dépôt espèces vie	620 360,27	-	620 360,27
Dettes pour dépôts espèces non vie	767 821,94	-	767 821,94
Dettes nées des opérations d'assurance vie	2 000 505,86	2 000 505,86	-
Dettes nées des opérations d'assurance non vie	283 842,85	283 842,85	-
TOTAL	**3 672 530,92**	**2 284 348,71**	**1 388 182,21**

Les comptes courants (créances et dettes) existant entre MUTLOG et MUTLOG Garanties qui sont la réciprocité de l'une et l'autre des mutuelles sont neutralisés dans les comptes combinés.

Les **autres dettes** sont principalement constituées du compte courant avec le GIE Groupe ACMIL relatif au solde des frais de fonctionnement, des dettes sociales et fiscales.

Autres dettes	2013	Court terme	Moyen terme
Etat et organismes sociaux	51 865,39	51 865,39	-
Dépôts de garanties	-	-	-
Fournisseurs	41 778,30	41 778,30	-
Autres créditeurs	485,56	485,56	-
C/C de la SCI	74 612,35	74 612,35	-
C/C du GIE	682 093,13	682 093,13	-
TOTAL	**850 834,73**	**850 834,73**	**-**

E - Informations sur les engagements

E.1. Les engagements reçus sont :

- Conformément à la décision du conseil d'administration du 11 décembre 1996, ratifiée en assemblée générale de juin 1997, la Mutuelle MUTLOG s'est engagée à réserver une ligne de **762 245** euros à la Mutuelle MUTLOG Garanties, pour l'aider éventuellement à faire face à ses engagements.

Le total des engagements reçus par MUTLOG Garanties est de 762 245 €.

- Dans le cadre des traités de réassurance, les mutuelles reçoivent une garantie de créances sur les provisions techniques déposées en les livres du réassureur.

Au 31 décembre, ces déclarations de gage sont constituées par des comptes d'instruments financiers, soit :

	31/12/2013	31/12/2012
Déclaration de gage du réassureur (traité 08T000117) - risque décès / PTIA	*3 556 924*	*4 759 473*
Déclaration de gage du réassureur (traité 08T000117) - risques incapacité de travail et invalidité	*19 679 118*	*20 422 382*
Déclaration de gage du réassureur (traité 08T000117) - risque perte totale d'emploi indemnisée	*1 258 528*	*2 049 059*
Total	***24 494 570***	***27 230 914***

E.2. Les engagements donnés sont :

1°) MUTLOG :

Conformément à la décision du conseil d'administration du 11 décembre 1996, ratifiée en assemblée générale de juin 1997, la Mutuelle MUTLOG s'est engagée à réserver une ligne de **762 245 euros** à la Mutuelle MUTLOG Garanties, pour l'aider éventuellement à faire face à ses engagements.

2°) Les engagements donnés par MUTLOG Garanties sont :

A) FMGAP : Fonds Mutuel de Garantie des Accédants à la Propriété

Conformément à la décision du conseil d'administration du 20 octobre 1993, la mutuelle s'est engagée dans la double limite de 4,5 % des encours du FMGAP et à hauteur maximale de 990 918,61 euros au risque d'épuisement du FMGAP, et ce après épuisement des dépôts du FMGAP.

Au 31 décembre 2013, l'engagement s'élève à 978 euros (contre 2 392 euros fin 2012).

B) FMGASP : Fonds Mutuel de Garantie des Accédants Sociaux à la Propriété

Conformément à la décision du conseil d'administration du 12 décembre 1996, la mutuelle s'est engagée dans la double limite de 4,5 % des encours du FMGASP et à hauteur maximale de 1 524 490,17 euros au risque d'épuisement du FMGASP, et ce après épuisement des dépôts du FMGASP.

Au 31 décembre 2013, l'engagement s'élève à 107 183 euros (contre 166 080 euros fin 2012).

Ainsi, les engagements donnés par MUTLOG Garanties sont :

En euros	Engagement au FMGAP	Engagement au FMGASP	Total
Capitaux sous risques	21 726	2 381 845	2 403 571
1 - engagement à hauteur de 4,5 %	978	107 183	108 161
2 - engagement dans la limite de	990 918	1 524 490	2 515 408
Double limite de 1 ou 2	**978**	**107 183**	**108 161**

Et sont représentés par des provisions techniques constituées au passif :

Provisions / engagements	Engagement au FMGAP	Engagement au FMGASP	Total
1 - Provisions constituées	978	107 183	108 161
2 - Ratio de couverture : provisions / engagements	**100 %**	**100 %**	**100 %**

Ainsi, au cours de l'exercice 2013, la reprise sur provision s'est élevée à 60 311 euros.

F - Informations sur les postes du compte de résultat

Conformément à la réglementation, le compte de résultat est présenté sous forme de liste - les activités non vie et les activités vie sont présentées en colonnes.

F.1. Les produits financiers nets des charges financières :

Les produits financiers sont essentiellement constitués des revenus sur les titres obligataires et des plus values sur la réalisation des OPCVM, particulièrement des OPCVM monétaires pour la gestion courante.

Par ailleurs ces charges et produits sont corrigés par l'étalement des décotes / surcotes sur la partie des titres de valeurs amortissables.

Ils sont composés de :

Produits financiers nets de charges	Opérations vie	Opérations non vie	Total	N-1
Produits des placements	1 044 594,89	990 738,74	2 035 333,63	1 927 240,82
Produits des investissements ISR	1 574,80	1 571,08	3 145,88	5 505,29
Produits de la SCI	14 019,32	14 019,32	28 038,64	16 478,54
Produits du bien immeuble	137 782,77	-	137 782,77	125 984,91
Produits de réalisations	409 665,48	389 813,92	799 479,40	803 184,72
Variation de décote/ surcote	1 826,11	72,94	1 899,05	19 257,21
Total des produits	**1 609 463,37**	**1 396 216,00**	**3 005 679,37**	**2 897 651,49**
Charges de réalisations des placements	-72 140,70	-71 992,80	-144 133,50	-32 388,54
Charges de gestion des placements	-109 596,19	-26 609,07	-136 205,26	-100 741,96
Charges du bien immeuble	-120 852,79	-	-120 852,79	-81 552,67
Variation de la PDD	-	125 590,37	125 590,37	-30 137,18
Variation autres provisions pour dépréciation	-	-	-	-
Total des charges	**-302 589,68**	**26 988,50**	**-275 601,18**	**-244 820,35**
Produits nets de charges	**1 306 873,69**	**1 423 204,50**	**2 730 078,19**	**2 652 831,14**

F.2. Ventilation des charges par nature :

La ventilation des charges par nature se présente comme suit :

Charges par nature	Total 31 déc. 2013	Total 31 déc. 2012
Total Achats & Autres charges externes	-1 794 513,80	-1 928 490,37
Total Impôts - Taxes & Versements assimilés	-460 452,68	-350 526,63
Total Charges de personnel (1)	-2 898 720,20	-2 420 102,53
Total Autres charges de gestion courante	-94 132,12	-85 040,04
Total Dotations & Reprises Amort + Provisions	-492 255,59	-322 089,94
Total Général (avant commissionnement)	-5 740 074,39	-5 106 249,51
charges de com DC	-477 064,14	-333 593,24
charges de com AT	-299 719,22	-235 867,34
charges de com PEI	-83 596,29	-82 528,17
Charges de commissionnement	-860 379,65	-651 988,75
Total Général	**-6 600 454,04**	**-5 758 238,26**

(1) Dont les frais de personnel :	31 déc 2013	31 déc 2012
Frais de Personnel	-2 766 684,50	-2 420 102,53
Intéressement des salariés	-132 035,70	-
Total Charges de Personnel	**-2 898 720,20**	**-2 420 102,53**

Les charges par nature sont ventilées en charges par destination à partir de critères quantifiables analysés poste par poste :

- frais d'acquisition : volume des contrats en souscription,
- frais d'administration : volume de contrat en encours, volumes des avenants.
- frais des prestations : volume des prestations.
- frais de gestion financière : montant des fonds gérés.

Les charges par nature sont réparties de la manière suivante :

Charges par destination	31 déc. 2013	31 déc. 2012
Frais d'acquisition Décès-PTIA	-1 653 143,25	-1 410 601,76
Frais d'acquisition AT	-825 284,88	-773 317,31
Frais d'acquisition PEI	-213 999,44	-158 994,26
Frais d'acquisition CAUTION	-	-
Sous-Total Frais d'acquisition	***-2 692 427,57***	***-2 342 913,33***
Frais d'administration Décès-PTIA	-1 681 494,02	-1 474 876,56
Frais d'administration AT	-815 015,00	-777 610,02
Frais d'administration PEI	-272 591,53	-236 609,70
Sous-Total Frais d'administration	***-2 769 100,55***	***-2 489 096,28***
Frais de gestion des prestations Décès-PTIA	-591 535,63	-467 951,04
Frais de gestion des prestations AT	-332 483,43	-290 489,34
Frais de gestion des prestations PEI	-78 701,60	-67 046,31
Sous-Total Frais de gestion des Prestations	***-1 002 720,66***	***-825 486,69***
Frais de gestion financière immeuble DC/PTIA MUTLOG [1]	-68 830,84	-30 107,80
Frais de gestion financière MUTLOG [1]	-40 765,35	-41 159,24
Frais de gestion financière MUTLOG Garanties	-26 609,07	-29 474,92
Sous-Total Frais de gestion financière	***-136 205,26***	***-100 741,96***
(1) Y inclus charges relatives à l'immeuble de placement - Rue Riquet		
Total des charges par destination	**-6 600 454,04**	**-5 758 238,26**

Les autres taxes et contributions sont notamment constituées de :

- la CVAE pour 27 536 euros dont 12 934 euros pour MUTLOG et 14 602 euros pour MUTLOG Garanties.
- la C3S pour 19 822 euros dont 10 007 euros pour MUTLOG et 9 815 euros pour MUTLOG Garanties.

Pour MUTLOG Garanties, mutuelle non vie, et compte tenu de l'état C11 et des triangles de liquidations des provisions, il n'y a pas de taxe sur les excédents de provisions.

Honoraires des commissaires aux comptes

Dans le cadre de la mission de commissariat aux comptes pour les comptes sociaux et combinés, le budget honoraires des commissaires aux comptes s'élève à 96 900 euros TTC.

Sommes et avantages versés aux membres du Conseil d'Administration

S'agissant des membres du conseil d'administration, les sommes versées selon l'article L114.26 sont :

- Indemnités allouées aux président et trésorier général du conseil d'administration : 54 548 euros qui se répartissent entre :
  - MUTLOG pour 27 774 euros
  - MUTLOG Garanties pour 27 774 euros
- Sommes et avantages de toutes natures versés au titre des frais de déplacements et de séjours : 56 262 euros, à raison de :
  - MUTLOG pour 26 587 euros
  - MUTLOG Garanties pour 29 674 euros

MUTLOG et MUTLOG Garanties ne disposent d'aucun dirigeant salarié.

F.3. Impôt sur les bénéfices :

En application de l'article 65 de la loi de finance rectificative pour 2011, l'entrée en fiscalité de droit commun est à effet du 1er janvier 2012.

En application du règlement de l'ANC (Autorité des Normes Comptables) n° 2012-07 du 3 décembre 2012, le résultat de la combinaison a donné lieu à la comptabilisation des actifs d'impôts différés au taux de 33 1/3 % correspondant à des différences temporaires entre les bases comptables et fiscales :

	MUTLOG	MUTLOG Garanties	Total
Impôts différés au 1er janvier 2013	252 920,04	241 751,49	494 671,53
1°) impact entrée en ficalité : variations Impôts différés	-14 754,52	-31 458,65	-46 213,17
2°) impact des retraitements temporaires : variations Impôts différés	76 175,11	86 082,00	162 257,11
Impôts différés au 31 décembre 2013	**314 340,63**	**296 374,84**	**610 715,47**
Variations impôts différés	**61 420,59**	**54 623,35**	**116 043,94**

Les actifs d'impôts différés ont tous été comptabilisés du fait de leurs récupérations probables.

Le résultat fiscal

Le calcul du résultat net comptable fait l'objet de retraitements extra-comptables :

- Ecarts de réévaluations extra-comptables dus aux retraitements de certains éléments d'actif et de passif inscrits en franchise d'impôts au bilan d'ouverture du 1er janvier ;
- Réintégrations extra-comptables ;
- Déductions extra-comptables.

	Vie	Non vie	Total
Résultat net comptable	**1 028 562,33**	**2 002 150,36**	**3 030 712,69**
Impact de l'entrée en fiscalité	-61 420,59	-54 623,35	-116 043,94
Réintégrations extra-comptables	257 690,51	779 529,57	1 037 220,08
Réductions extra-comptables	-	-	-
Résultat fiscal	**1 224 832,25**	**2 727 056,58**	**3 951 888,83**

En application de l'article 88 de la loi de finance rectificative pour 2006 modifié en 2011 :

- le résultat fiscal est réduit pour l'exercice 2013 de 40 % pour le calcul de l'impôt, la base d'imposition est égale à 60 %.
- la quote part admise en déduction fiscale pour la constitution d'un compte de "réserve spéciale de solvabilité" est traitée en un mouvement extra comptable sur le tableau (2058) de la liasse fiscale qui permet la détermination du résultat fiscal.

Le chiffre d'affaire de chacune des mutuelles est inférieur à 7 630 000 euros, ce qui permet l'application du taux réduit de 15 % sur une quote part de résultat.

L'impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les sociétés est calculé :

- au taux réduit de 15 % sur la fraction du résultat imposable de 38 120 euros.
- au taux de 33 1/3 % sur le solde du résultat imposable dépassant le premier seuil.

	Vie	Non vie	Total
Résultat fiscal	**1 224 832,25**	**2 727 056,58**	**3 951 888,83**
Mouvement extra-comptable de la réserve de solvabilité	489 932,90	1 090 822,63	1 580 755,53
Résultat soumis à l'IS	734 899,35	1 636 233,95	2 371 133,30
IS au taux réduit de 15 %	5 718,00	5 718,00	11 436,00
IS au taux de 33,33 %	232 236,56	532 651,38	764 887,94
Montant de l'impôt	**237 954,56**	**538 369,38**	**776 323,94**

F.4. Comptes de résultats techniques du réassureur :

La mutuelle a cinq traités de réassurance distincts :

- un traité de réassurance en quote part 100 % pour la population transférée par la FNMF en 2002
- un traité de réassurance en excédent plein (T000117)
- un traité de réassurance en quote part 75/25 pour les prêts Crédit Coopératif, à compter de mars 2012 (T000264)
- un traité de réassurance en quote part 50/50 pour les prêts sociaux (T000173)
- un traité de réassurance en quote part 50/50 pour les prêts PASS FONCIER® (09T000223)

Les comptes de résultats du réassureur sont effectués sur l'ensemble des branches d'activités de MUTLOG et de MUTLOG Garanties en portant au crédit des produits financiers sur les provisions déposées dans les livres du réassureur et au débit les frais du réassureur.

1°) Le compte du réassureur pour le traité en quote part à 100 % :

(cf. article 6 - alinéa C du traité de réassurance n° 08T000137 et 08T00138)

TME 2,260 %
75 % **du TME** **1,695 %**

Compte de résultat du réassureur

	MUTLOG	MUTLOG Garanties		
	Décès	AT	PEI	TOTAL
Au crédit				
Cotisations de réass. de l'exercice (hors pop. Mutlog)	4 969,15	1 614,92	1 319,87	7 903,94
Cotisations de réass. de l'exercice (pop. Mutlog)	24 169,58	15 575,35	-	39 744,93
Cot acquises non émises réass. au 31 décembre N-1	-	-	-	-
Cot acquises non émises réass. au 31 décembre N	-	-	-	-
Indemnités de gestion de réassurance - 10 %	496,92	161,49	131,99	790,39
Indemnités de gestion de réassurance - 8,5 %	2 054,41	1 323,90	-	3 378,32
Provisions mathémathiques au 31 décembre N-1	-	60 139,43	1 341,59	61 481,02
Provisions pour prestations à payer au 31 décembre N-1	-	-	-	-
Produit des recours subrogatoires	-	-	-	-
Produits financiers calculés 75 % du TME	-	1 336,49	11,37	1 347,86
Total crédit	**31 690,06**	**80 151,59**	**2 804,82**	**114 646,47**
Au débit				
Prestations de l'exercice	8 918,10	132 985,09	2 310,29	144 213,48
Prestations de l'exercice rbt par CNP (co assurance)	-	-	-	-
Provisions mathématiques au 31 décembre N	-	97 559,09	-	97 559,09
Provisions pour prestations à payer au 31 décembre N	-	-	-	-
Indemnités de gestion de réassurance	2 551,33	1 485,40	131,99	4 168,71
Report de perte capitalisé	-	-	-	-
Total débit	**11 469,43**	**232 029,58**	**2 442,28**	**245 941,28**
Solde du compte de participation bénéficiaire	**20 220,63**	**-151 877,99**	**362,54**	**-131 294,82**

2°) Le compte du réassureur pour le traité en excédent de plein et le traité en quote part :

Le compte de résultat est fondé sur trois traités : un en excédent plein et deux en quote-part.
Traités de réassurance n° 08T000117 - n° 08T000173 - N° 09T00264)

Le T4M = 0,2659 %
90 % du T4M = 0,239 %

	Décès		
	Quote Part 50 %	*excédent plein*	*Quote Part 75 %*
Au crédit	*traité T000173*	*traité T000117*	*traité T000264*
Cotisations brute de réassurance (y compris la rétrocession)	512 623,94	6 015 095,34	205 088,70
Cotisations variation de PCNA* (y compris la rétrocession)	-4 222,14	118 553,52	-
Cotisations acquises non émises réassurance au 31 décembre N-1	-	-766 097,49	-
Cotisations acquises non émises réassurance au 31 décembre N	28 718,22	651 607,00	37 880,71
Provision Cotisations à annuler réassurance au 31 décembre N-1	-	83 897,00	-
Provision Cotisations à annuler réassurance au 31 décembre N	-	-119 256,65	-
Provisions mathémathiques IT / PEI au 31 décembre N-1	-	-	-
Provisions pour prestations à payer au 31 décembre N-1	-	3 465 624,52	-
Provisions mathématique vie et PRC non vie au 31 décembre N-1	-	91 300,00	-
Produit des recours subrogatoires	-	-	-
Produits financiers = 90 % du T4M (sur variations PM vie + PSP & PM non vie)	-	8 264,54	-
Total crédit	**537 120,02**	**9 548 987,78**	**242 969,41**
Au débit			
Prestations de l'exercice	210 553,45	3 901 277,50	-
Provisions mathématiques IT / PEI au 31 décembre N	-	-	-
Provisions pour prestations à payer au 31 décembre N	-	3 215 482,73	-
Provisions mathématique vie et PRC non vie au 31 décembre N	-	133 700,00	-
Indemnités de rétrocession de réassurance	46 602,18	546 826,85	18 644,43
Indemnités de rétrocession de réassurance (PCNA)	-383,83	10 777,59	-
Indemnités complémentaires de gestion de réassurance	-	-	-
Frais / gestion & marge du réassureur = 5,5 % cotisations brutes de réassurance*	28 194,32	330 830,24	11 279,88
Produits financiers = 90% du T4M (sur les PCNA)	1 004,03	729,50	-
Report de perte capitalisé	-	-	-
Total débit	**285 970,14**	**8 139 624,42**	**29 924,31**
Solde du compte de participation bénéficiaire	**251 149,87**	**1 409 363,36**	**213 045,10**
> par garanties	**1 873 558,34**	**-**	**-**
> par mutuelle (mutlog / MG)	**1 873 558,34**	**-**	**-**

Solde global du compte	**2 173 193,92**
Report déficitaire du compte	-
Solde global net du compte	**2 173 193,92**

Compte de participation bénéficiaire

AT			PEI			TOTAL		
Quote Part 50 %	*excédent plein*	*Quote Part 75 %*	*Quote Part 50 %*	*excédent plein*	*Quote Part 75 %*	*Quote Part 50 %*	*excédent plein*	*Quote Part 75 %*
traité T000173	*traité T000117*	*traité T000264*	*traité T000173*	*traité T000117*	*traité T000264*	*traité T000173*	*traité T000117*	*traité T000264*
426 571,72	4 681 861,67	34 920,18	105 358,76	841 622,24	1 591,72	1 044 554,41	11 538 579,25	241 600,60
25 581,25	129 753,91	-	2 641,46	49 681,53	-	24 000,57	297 988,97	-
-	-605 255,24	-	-	-97 633,03	-	-	-1 468 985,76	-
27 001,20	496 055,14	6 449,90	4 319,03	87 299,95	294,00	60 038,45	1 234 962,09	44 624,61
-	75 338,00	-	-	11 529,00	-	-	170 764,00	-
-	-92 291,13	-	-	-17 037,24	-	-	-228 585,02	-
-	15 081 061,28	-	-	643 939,35	-	-	15 725 000,63	-
-	4 257 556,38	-	-	614 588,76	-	-	8 337 769,66	-
-	340 500,00	-	-	-	-	-	431 800,00	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	46 523,28	-	-	2 677,92	-	-	57 465,74	-
479 154,17	**24 411 103,29**	**41 370,08**	**112 319,25**	**2 136 668,49**	**1 885,72**	**1 128 593,43**	**36 096 759,55**	**286 225,21**
137 797,22	5 029 549,87	-	13 802,52	615 496,16	-	362 153,19	9 546 323,53	-
-	14 919 060,00	-	-	527 452,15	-	-	15 446 512,15	-
-	4 039 532,26	-	-	451 773,43	-	-	7 706 788,42	-
-	238 600,00	-	-	-	-	-	372 300,00	-
38 779,25	425 623,79	3 174,56	9 578,07	76 511,11	144,70	94 959,49	1 048 961,75	21 963,69
2 325,57	11 795,81	-	240,13	4 516,50	-	2 181,87	27 089,91	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
23 461,44	257 502,39	1 920,61	5 794,73	46 289,22	87,54	57 450,49	634 621,86	13 288,03
851,18	780,70	-	137,39	287,09	-	1 992,61	1 797,29	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
203 214,66	**24 922 444,82**	**5 095,17**	**29 552,85**	**1 722 325,67**	**232,25**	**518 737,65**	**34 784 394,91**	**35 251,72**
275 939,51	**-511 341,53**	**36 274,91**	**82 766,40**	**414 342,82**	**1 653,48**	**609 855,78**	**1 312 364,65**	**250 973,49**
-199 127,11	**-**	**-**	**498 762,70**	**-**	**-**	**2 173 193,92**	**-**	**-**
299 635,58	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 173 193,92**	**-**	**-**

* frais de gestion ramené à 5,5 % à compter du 1er janvier 2009 au lieu de 6 %

En application du traité de réassurance, la répartition entre la cédante, le réassureur et le fonds de stabilité est :

Participation bénéficiaire	
si le compte est excédentaire	
et Fonds de stabilité au 31 décembre N-1	1 667 069,59
Plafond du fonds de stabilité (cf. cotis.+ var.PCNA)	13 146 723,80
Constitution maximale du Fds de stabilité	11 479 654,21
35 % pour la cédante	760 617,87
20 % pour le réassureur	434 638,78
45 % au fonds de stabilité	977 937,26
Total répartition sur l'excédent	2 173 193,92
soit un fonds de stabilité en réassurance de	
Fonds de stabilité au 1er janvier N	1 667 069,59
Produits financiers sur le fonds	3 989,96
Report des pertes de l'exercice N	-
Part des excédents exercice N	977 937,26
	2 648 996,82
	20,15 %

3°) Le compte du réassureur pour le traité en quote-part et en co-réassurance :

(cf. article 7 - alinéa C du traité de réassurance n° 09T000223)

Le T4M = 0,2659 % **90 % du T4M =** 0,239 %	Compte de participation bénéficiaire			
	Traité 09T000223			
	Décès	AT	PEI	TOTAL
Au crédit				
Cotisations brute de réassurance (y compris la rétrocession)& variation de PCNA*	6 297,61	5 540,62	528,84	12 367,07
Cotisations brute de réassurance (y compris la rétrocession)& variation de PCNA*	18 936,82	16 705,69	1 619,09	37 261,60
Cot acquises non émises réassurance au 31 décembre N-1	2 948,59	2 609,06	248,14	5 805,79
Cot acquises non émises réassurance au 31 décembre N	2 845,85	2 512,02	239,00	5 596,87
Provision Cot à annuler réassurance au 31 décembre N-1	-	-	-	-
Provision Cot à annuler réassurance au 31 décembre N	-	-	-	-
Provisions mathémathiques IT / PEI au 31 décembre N-1	-	-	-	-
Provisions pour prestations à payer au 31 décembre N-1	-	-	-	-
Provisions mathématique vie et PRC non vie au 31 décembre N-1	-	-	-	-
Produit des recours subrogatoires	-	-	-	-
Produits financiers = 90 % du T4M (sur variations PM vie + PSP & PM non vie)	-	-	-	-
Total crédit	**31 028,87**	**27 367,39**	**2 635,07**	**61 031,33**
Au débit				
Prestations de l'exercice CNP coréass.	3 750,00	39,28	12,76	3 802,04
Prestations de ll'exercice MUTRé coréeass.	11 250,00	117,80	38,21	11 406,01
Provisions mathématiques IT / PEI au 31 décembre N	-	-	-	-
Provisions pour prestations à payer au 31 décembre N	-	-	-	-
Provisions mathématique vie et PRC non vie au 31 décembre N	300,00	-	-	300,00
Indemnités de rétrocession de réassurance	572,51	503,69	48,08	1 124,28
Indemnités de rétrocession de réassurance	1 721,53	1 518,70	147,19	3 387,42
Indemnités complémentaires de gestion de réassurance	-	-	-	-
Frais / gestion & marge du réassureur = 5,5 % cotisations brutes de réassurance*	1 387,89	1 223,55	118,14	2 729,58
Produits financiers = 90 % du T4M (sur les PCNA)	-	-	-	-
Report de perte capitalisé	-	-	-	-
Total débit	**18 981,93**	**3 403,02**	**364,37**	**22 749,32**
Solde du compte de participation bénéficiaire	**12 046,94**	**23 964,37**	**2 270,69**	**38 282,00**

Solde global du compte	**38 282,00**
Report déficitaire du compte	-
Solde global net du compte	**38 282,00**

En application du traité de réassurance, la répartition entre la cédante, le réassureur et le fonds de stabilité est :

Participation bénéficiaire si le compte est excédentaire	
Dotation possible du fonds de stabilité	**Base de calcul**
Fonds de stabilité au 31 décembre N-1	37 643,07
Plafond du fonds de stabilité (cf. cotis.)	49 628,67
(A) **constitution maximale du Fds de stabilité**	**11 985,60**
Répartition de l'excédent	
solde excédentaire global du compte	**38 282,00**
35 % pour la cédante	13 398,70
20 % pour le réassureur	7 656,40
45 % fonds de stabilité dans la limite de (A)=11 985,60	11 985,60
(A) **surplus éventuel à répartir**	**5 241,30**
75 % pour la cédante	3 930,98
25 % pour le réassureur	1 310,33
Total réparti	**38 282,00**

6 - Evolution prévisible en N+1

Les conseils d'administration de MUTLOG et de MUTLOG Garanties ont, en décembre 2013, adopté un programme d'activité volontariste qui table sur une progression importante des capitaux placés sous risques à réaliser, représentant près de 260 M euros entre la perspective à fin 2014 (510 millions d'euros) et celle de fin 2017 (770 millions d'euros).

Cette ambition entend s'appuyer d'abord sur le maintien de la qualité des couvertures proposées par les mutuelles aux emprunteurs. Elle veut également se fonder sur une meilleure communication sur cette qualité de produits, un élargissement de ses relations avec les différents acteurs du logement et de la prévoyance.

Simultanément, MUTLOG et MUTLOG Garanties entendent être prêtes lorsque seront mises en œuvre les nouvelles règles prudentielles.

7 - Informations sur les comptes du GIE

Le GIE de moyens - GIE Groupe ACMIL - gère les moyens mis en commun pour ses membres - ACMIL - MUTLOG - MUTLOG Garanties - depuis le 1er janvier 1999, il est régi par son règlement intérieur.

Clé de répartition des frais communs du GIE

Les clés de répartition des frais communs du GIE approuvées par les conseils d'administration des membres au titre de l'exercice sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Critères 2013

N° Clé	Intitulé	ACMIL	MUTLOG	MUTLOG Garanties	Total
Clé N° 1	Répartition des effectifs	1,38 %	60,77 %	37,85 %	**100,00 %**
Clé N° 2	Répartition des instances	48,09 %	25,41 %	26,50 %	**100,00 %**
Clé N° 3	Répartition des frais de personnel	3,38 %	59,12 %	37,50 %	**100,00 %**
Clé N° 4	Répartition Informatique	0,00 %	60,09 %	39,91 %	**100,00 %**
Clé N° 5	Répartition Développement	1,00 %	99,00 %	0,00 %	**100,00 %**
Clé N° 6	Répartition Honoraires Médécin-Conseil		64,39 %	35,61 %	**100,00 %**
Clé N° 9	Répartition Actions mutualistes		64,39 %	35,61 %	**100,00 %**
Clé N° 22	Répartition des instances des mutuelles		48,95 %	51,05 %	**100,00 %**

Il en résulte des documents financiers qui sont annexés :

- bilan du GIE Groupe ACMIL
- compte de résultat du GIE Groupe ACMIL
- détail des comptes courants
- répartition des frais communs de fonctionnement

Bilan du GIE Groupe ACMIL

ACTIF en euros	MONTANT brut au 31/12/2013	Amortissements & Provisions	MONTANT net au 31/12/2013
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations incorporelles			
Logiciels	1 608 741,90	-761 972,45	846 769,45
Site Web	19 794,53	-19 794,53	-
	1 628 536,43	**-781 766,98**	**846 769,45**
Immobilisations corporelles			
Agencements & Aménagements	164 685,95	-132 115,19	32 570,76
Matériel de transport	27 625,78	-17 351,27	10 274,51
Matériel informatique	551 382,12	-531 162,83	20 219,29
Matériel de bureau	56 625,65	-37 715,44	18 910,21
Mobilier de bureau	260 393,53	-193 492,00	66 901,53
Autres matériels	16 800,34	-15 924,33	876,01
	1 077 513,37	**-927 761,06**	**149 752,31**
Sous-Total Immo. Incorp. + corporelles	**2 706 049,80**	**-1 709 528,04**	**996 521,76**
Avances/Immobilisations en cours	-	-	-
Immobilisations financières			
Autres prêts	99 299,90	-	99 299,90
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**2 805 349,70**	**-1 709 528,04**	**1 095 821,66**
ACTIF CIRCULANT			
C/C Eng. sociaux et autres	-	-	-
Comptes courants des membres	715 702,95	-	715 702,95
Débiteurs divers	29 746,99	-	29 746,99
Valeurs mobilières placement	35 039,19	-	35 039,19
Disponibilités	11 130,04	-	11 130,04
Comptes de régularisation	82 929,65	-	82 929,65
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**874 548,82**	**-**	**874 548,82**
TOTAL ACTIF	**3 679 898,52**	**-1 709 528,04**	**1 970 370,48**

MONTANT net au 31/12/2012	PASSIF en euros	MONTANT net au 31/12/2013	MONTANT net au 31/12/2012
	FONDS PROPRES		
1 133 966,50	REPORT A NOUVEAU	-	-
-			
1 133 966,50	Résultat Déficitaire	-820 159,35	-
38 311,17			
17 180,96			
35 494,56			
22 863,10			
66 814,43			
1 974,99			
182 639,21			
1 316 605,71	Comptes courants investissements	996 521,76	1 316 605,71
-			
96 379,92	Comptes courants bloqués	137 204,13	137 204,13
1 412 985,63	**TOTAL FONDS PROPRES**	**313 566,54**	**1 453 809,84**
	PROVISIONS		
672 235,46	Provisions pour risques et charges	820 159,35	672 235,46
	DETTES		
737 957,07	Comptes courants des membres	-	-
27 363,06	Fournisseurs & comptes rattachés	86 882,48	232 436,45
16 762,56	Personnel : charges à payer	266 350,79	145 078,85
17 542,40	Dettes fiscales & sociales	374 515,40	324 957,90
81 756,74	Créditeurs divers	5 545,92	22 715,42
	Charges à payer	103 350,00	115 369,00
1 553 617,29	**TOTAL DETTES**	**1 656 803,94**	**1 512 793,08**
2 966 602,92	**TOTAL PASSIF**	**1 970 370,48**	**2 966 602,92**

Compte de résultat du GIE Groupe ACMIL

Rubriques	Montant exercice 31/12/2013	Budget exercice 2013	Montant exercice 2012	Variation/ budget 2013	Variation/ exercice précédent
Produits d'exploitation					
Prestations aux membres	**5 051 004,61**	5 720 237,00	4 605 764,78	88,30 %	109,67 %
Transfert charges dot. amort/VNC	**349 702,65**	-	365 017,96		95,80 %
Transfert charges eng. sociaux	**-**	-	-44 043,86		
Sous-Total	***5 400 707,26***	***5 720 237,00***	***4 926 738,88***	***94,41 %***	***109,62 %***
Autres produits d'exploitation	**900,00**	-	810,00		
Charges d'exploitation					
Achats	**-82 921,63**	-92 300,00	-93 159,06	89,84 %	89,01 %
Autres charges externes	**-1 573 041,77**	-1 986 500,00	-1 680 366,12	79,19 %	93,61 %
Impôts & taxes diverses	**-401 690,23**	-396 274,00	-333 933,44	101,37 %	120,29 %
Frais de personnel	**-2 863 040,50**	-2 855 500,00	-2 501 906,99	100,26 %	114,43 %
Sous-Total	***-4 920 694,13***	***-5 330 574,00***	***-4 609 365,61***	***92,31 %***	***106,75 %***
Résultat brut	**480 913,13**	**389 663,00**	**318 183,27**	**123,42 %**	
Dot. amortiss. incorp-logiciel	**-295 213,48**	-297 300,00	-303 310,96	99,30 %	97,33 %
Dot. amortiss. corporels	**-54 489,17**	-71 363,00	-61 707,00	76,35 %	88,30 %
Dot. prov. eng. sociaux / risques	**-820 159,35**	-25 000,00	-		
Reprise prov. eng. sociaux / risques	**672 235,46**	-	44 043,86		
Reprise prov. risques / charges	**-**	-			
Sous-Total	***-497 626,54***	***-393 663,00***	***-320 974,10***	***126,41 %***	***155,04 %***
Résultat d'exploitation	**-16 713,41**	**-4 000,00**	**-2 790,83**		
Produits financiers	**900,29**	4 000,00	5 325,83		16,90 %
Charges financières	**-**	-	-		
Résultat financier	**900,29**	**4 000,00**	**5 325,83**		**16,90 %**
Résultat courant	**-15 813,12**	**-**	**2 535,00**		
Charges/produits exceptionnels					
Produit cession éléments d'actif	**-**	-	-		
Produit except./ op. gestion	**5 084,03**	-	-		
Autres charges except./ op. gestion	**-279,40**	-	-2 535,00		
Autres charges sur ex. antérieurs	**-672 235,46**	-			
Valeur comptable actifs	**-260,79**	-	-		
Dotation prov. exceptionnelles	**-**	-	-		
Résultat exceptionnel	**-667 691,62**	**-**	**-2 535,00**		
Intéressement	**-136 654,61**	-	-		
Résultat net	**-820 159,35**	**-**	**-**		

L'effectif moyen du GIE est de 32 salariés.

Il en résulte le détail des comptes courants et la répartition des frais communs de fonctionnement.

Détail des comptes courants

ANNEE 2012	TOTAL GIE	ACMIL	MUTLOG	MUTLOG Garanties
Répartition des frais de fonctionnement	**-5 051 004,61**	-159 883,65	-3 058 780,98	-1 832 339,98
Avances de trésorerie perçues	**4 390 000,00**	131 000,00	2 631 000,00	1 628 000,00
Financement des investissements de l'année	**-29 618,70**	-126,23	-17 547,52	-11 944,95
Créance du CICE refacturée aux membres	**-25 079,65**	-847,69	-14 827,08	-9 404,88
Avances perçues sur les frais de fonctionnement de l'année	**4 335 301,65**	130 026,08	2 598 625,40	1 606 650,17
• A l'Actif	**-715 702,96**	-29 857,57	-460 155,58	-225 689,81
• Au Passif	**-**	-	-	-
Soldes des Comptes courants des membres	**-715 702,96**	**-29 857,57**	**-460 155,58**	**-225 689,81**

Répartition des frais communs de fonctionnement

RUBRIQUES	TOTAL Frais communs	RÉPARTITION DES FRAIS COMMUNS			BUDGET TOTAL	% Réel/ Budget
		ACMIL	MUTLOG	MUTLOG Garanties		
Autres Produits d'exploitation	**900,00**	810,00	45,00	45,00	**-**	
Achats	**-82 921,63**	-590,40	-63 564,65	-18 766,58	**-92 300,00**	**89,84 %**
Autres charges externes	**-1 573 041,77**	-45 948,09	-987 064,78	-540 028,90	**-1 986 500,00**	**79,19 %**
Impôts & taxes	**-401 690,23**	-12 841,29	-238 085,85	-150 763,09	**-396 274,00**	**101,37 %**
Frais de personnel	**-2 863 040,50**	-96 770,00	-1 692 628,77	-1 073 641,73	**-2 855 500,00**	**100,26 %**
Intéressement des salariés	**-136 654,61**	-4 618,92	-80 790,19	-51 245,50	**-**	
Charges/produits except.	**-667 691,62**	-141 446,10	-284 586,60	-241 658,92	**-**	
Dotation amortissements	**-349 702,65**	-371,12	-210 319,11	-139 012,42	**-368 663,00**	**94,86 %**
Dotation prov. eng. soc. et autres	**672 235,46**	141 508,82	287 347,89	243 378,75	**-**	
Reprise prov. risques et charges	**-**	-	-	-	**-25 000,00**	**0,00 %**
Produits financiers	**900,29**	12,33	546,97	340,99	**4 000,00**	**22,51 %**
Total charges / produits	**-5 400 707,26**	**-160 254,77**	**-3 269 100,09**	**-1 971 352,40**	**-5 720 237,00**	**94,41 %**
en %	*100,00 %*	*2,97 %*	*60,53 %*	*36,50 %*		
Transfert charges dotation amort.	**349 702,65**	371,12	210 319,11	139 012,42		
Transfert chges eng. soc. et autres	**-**	-	-	-		
Transfert charges nettes VNC	**-**	-	-	-		
Régularisation centimes	**-**	-	-	-		
Prestations services	**-5 051 004,61**	**-159 883,65**	**-3 058 780,98**	**-1 832 339,98**	**-5 720 237,00**	**88,30 %**
en %	*100,00 %*	*3,17 %*	*60,56 %*	*36,28 %*		

8 - Informations sur les comptes de la SCI Quai de Seine

Le capital social de la SCI Quai de Seine qui s'élève à 2 744 082 euros est détenu par :

Répartition du capital social	
• ACMIL :	90 %
• MUTLOG :	5 %
• MUTLOG GARANTIES :	5 %

La SCI gère :

- le siège social situé 75 quai de la Seine d'une surface de 876,70 m^2
- le local à usage d'archives et de salle de conférences d'une surface de 566,40 m^2
- les parkings.

Il en résulte des documents financiers qui sont annexés, soit :

- bilan de la SCI Quai de Seine
- compte de résultat de la SCI Quai de Seine.

Bilan au 31 décembre 2013
de la SCI Quai de Seine

ACTIF	31/12/2013			31/12/2012	PASSIF	31/12/2013	31/12/2012
	Valeur brute	Amort.	Valeur nette	Valeur nette			
Terrain	162 358	-	162 358	162 358	Capital social	2 744 082	2 744 082
Constructions	1 386 240	486 820	899 420	924 404	Résultat	242 650	164 785
Aménagements	1 778 649	1 408 587	370 062	256 520			
Immobilisations en cours	-	-	-	25 514			
	3 327 247	**1 895 407**	**1 431 841**	**1 368 796**	**Capitaux propres**	**2 986 733**	**2 908 867**
VALEURS REALISABLES ET DISPONIBLES					**DETTES**		
Fournisseurs	-	-	-	-	Fournisseurs	17 506	45 476
Compte courant ACMIL	889 897	-	889 897	1 038 204	Charges à payer	17 100	19 000
Compte courant MUTLOG	49 439	-	49 439	57 678			
Compte courant MUTLOG Garanties	49 439	-	49 439	57 678			
Copropriété - Fonds de roulement	2 935	-	2 935	2 935			
GIE gpe ACMIL - divers	-	-	-	9 101	GIE gpe ACMIL - divers	4 836	
Produits à recevoir	6 423	-	6 423	6 011			
Charges constatées d'avance	-	-	-	1 435			
Valeurs mobilières de placement	593 985	-	593 985	426 241			
Banque	2 218	-	2 218	5 264			
	1 594 336	**-**	**1 594 335**	**1 604 547**		**39 442**	**64 476**
TOTAL ACTIF	**4 921 582**	**1 895 407**	**3 026 175**	**2 973 343**	**TOTAL PASSIF**	**3 026 175**	**2 973 343**

Compte de résultat au 31 décembre 2013
de la SCI Quai de Seine

	2011	2012	2013
PRODUITS			
Loyers	255 200	262 985	310 881
Remboursements de charges	86 381	79 591	74 754
Produits annexes	-	-	-
Reprise de provision			
Transfert de charges (remboursement assurances)			
	341 581	**342 576**	**385 635**
CHARGES			
Charges diverses	-	-526	-645
Charges de copropriété	47 775	38 981	41 545
Assurances	-	1 214	1 316
Honoraires	9 824	-	28
Entretien et réparations	1 837	39 416 (1)	1 500
Frais bancaires	-	-	-
Taxe foncière	9 479	9 575	9 743
CFE	-	365	364
Taxe sur les bureaux	22 942	24 096	15 330
Contribution sur revenus locatifs (2,5 %)	6 237	6 574	7 772
Dotation aux amortissements	62 719	57 558	64 862
	160 813	**178 305**	**143 104**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**180 768**	**164 271**	**242 531**
Produits nets de cession de valeurs mobilières de placement	360	514	119
RÉSULTAT NET	**181 128**	**164 785**	**242 650**

(1) Travaux de ravalement

RÉPARTITION DU RÉSULTAT	Part de Capital	COMPTABLE
ACMIL	90 %	218 385
MUTLOG	5 %	12 133
MUTLOG Garanties	5 %	12 133
	100 %	**242 650**

9 - Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de MUTLOG

Exercice clos le 31 décembre 2013

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Mutuelle du Logement MUTLOG, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre mutuelle détaille en note C.2 de l'annexe aux comptes sociaux les modalités de valorisation et de dépréciation retenues pour les actifs financiers. Nous avons examiné les valeurs recouvrables, les horizons de détention et la capacité de votre mutuelle à détenir ces titres sur ces horizons.

  Nous avons également examiné le caractère approprié du dispositif mis en place relatif à la valorisation, et à la détermination des provisions pour dépréciation durable constatées, ainsi que de l'information donnée dans les notes mentionnées ci-dessus.

- Certains postes techniques propres à l'assurance et à la réassurance, à l'actif et au passif des comptes sociaux de votre mutuelle, sont estimés selon des modalités réglementaires et en utilisant des données statistiques et des techniques actuarielles. Il en est ainsi notamment des provisions techniques. Les modalités de détermination de ces éléments sont relatées dans les notes C.3 et D.2 de l'annexe.

  Nous nous sommes assurés de la cohérence d'ensemble des hypothèses et des modèles de calcul retenus par votre mutuelle ainsi que de la conformité des évaluations obtenues avec les exigences de son environnement réglementaire et économique.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration, incluant les informations prévues par l'article L.114-17 du code de la Mutualité et dans les documents adressés à l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 27 mai 2014

Les commissaires aux comptes :

PRIMAUDIT INTERNATIONAL représenté par PASCAL GUILLOT

MAZARS représenté par PASCAL PARANT

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels de MUTLOG Garanties

Exercice clos le 31 décembre 2013

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes annuels de MUTLOG Garanties, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels.

Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Mutuelle à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre mutuelle détaille en note C.2 de l'annexe aux comptes sociaux les modalités de valorisation et de dépréciation retenues pour les actifs financiers. Nous avons examiné les valeurs recouvrables, les horizons de détention et la capacité de votre mutuelle à détenir ces titres sur ces horizons.

  Nous avons également examiné le caractère approprié du dispositif mis en place relatif à la valorisation, et à la détermination des provisions pour dépréciation durable constatées, ainsi que de l'information donnée dans les notes mentionnées ci-dessus.

- Certains postes techniques propres à l'assurance et à la réassurance, à l'actif et au passif des comptes sociaux de votre mutuelle, sont estimés selon des modalités réglementaires et en utilisant des données statistiques et des techniques actuarielles. Il en est ainsi notamment des provisions techniques. Les modalités de détermination de ces éléments sont relatées dans les notes C.3 et D.2 de l'annexe.

  Nous nous sommes assurés de la cohérence d'ensemble des hypothèses et des modèles de calcul retenus par votre mutuelle ainsi que de la conformité des évaluations obtenues avec les exigences de son environnement réglementaire et économique.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux délégués sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 27 mai 2014

Le commissaire aux comptes :

PRIMAUDIT INTERNATIONAL représenté par PASCAL GUILLOT, associé

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes combinés

Exercice clos le 31 décembre 2013

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes combinés du Groupe MUTLOG, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes combinés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes combinés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes combinés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes combinés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes combinés sont, au regard des règles et principes comptables français réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la combinaison.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre groupe détaille en note C.2 de l'annexe aux comptes combinés les modalités de valorisation et de dépréciation retenues pour les actifs financiers. Nous avons examiné les valeurs recouvrables, les horizons de détention et la capacité de votre mutuelle à détenir ces titres sur ces horizons.

  Nous avons également examiné le caractère approprié du dispositif mis en place relatif à la valorisation, et à la détermination des provisions pour dépréciation durable constatées, ainsi que de l'information donnée dans les notes mentionnées ci-dessus.

- Certains postes techniques propres à l'assurance et à la réassurance, à l'actif et au passif des comptes combinés de votre groupe, sont estimés selon des modalités réglementaires et en utilisant des données statistiques et des techniques actuarielles. Il en est ainsi notamment des provisions techniques. Les modalités de détermination de ces éléments sont relatées dans les notes C.3 et D.2 de l'annexe.

  Nous nous sommes assurés de la cohérence d'ensemble des hypothèses et des modèles de calcul retenus par votre groupe ainsi que de la conformité des évaluations obtenues avec les exigences de son environnement réglementaire et économique.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes combinés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes combinés des informations données dans le rapport de gestion du groupe, incluant les informations prévues par l'article L.114-17 du code de la Mutualité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes combinés.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 27 mai 2014

Les commissaires aux comptes :

PRIMAUDIT INTERNATIONAL représenté par PASCAL GUILLOT

MAZARS représenté par PASCAL PARANT

mutlog
l'homme au cœur du logement

MUTLOG • SIREN n° 325 942 969

Mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la Mutualité

MUTUALITÉ FRANÇAISE

mutlog garanties
l'homme au cœur du logement

MUTLOG Garanties • SIREN n° 384 253 605

Mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la Mutualité

75, quai de la Seine - 75940 PARIS CEDEX 19
Tél. : 01 44 89 80 90
de 9 h à 18 h du lundi au vendredi
www.mutlog.fr

2014 - Getty images - Imprimerie Edgar